



Conseil économique et social

Distr. générale
8 juin 2020
Français
Original : anglais

Forum des Nations Unies sur les forêts

Quinzième session

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)

Note verbale datée du 20 mai 2020, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport final issu de la réunion organisée au titre de l'Initiative des grands groupes sur le thème « Collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous », tenue du 3 au 5 mars 2020 dans le complexe de l'Office des Nations Unies à Nairobi (voir annexe).

La réunion, organisée par le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts au titre de l'Initiative des grands groupes à l'appui du Forum, et parrainée par le Gouvernement allemand, a rassemblé 50 experts représentant 41 organisations.

La Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies recommande au Secrétaire général d'inclure le présent rapport dans la documentation destinée à la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, qui se tiendra en 2020.

* [E/CN.18/2020/1](#)



**Annexe à la note verbale datée du 20 mai 2020 adressée
au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Allemagne
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport issu de la réunion organisée au titre de l'Initiative des grands
groupes à l'appui des travaux de la quinzième session du Forum des Nations
Unies sur les forêts, sur le thème « Collaboration intersectorielle
pour des paysages forestiers qui profitent à tous »**



Source : Steffen Dehn.

**Tenue par les grands groupes (sous la direction du grand groupe des enfants et des jeunes),
en collaboration avec le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, à l'Office
des Nations Unies à Nairobi**

Nairobi, Kenya

3-5 mars 2020

TABLE DES MATIÈRES

Section	Page	
1	TABLE DES MATIÈRES	3
2	LISTE DES ACRONYMES	4
3	PRINCIPAUX MESSAGES ET RECOMMANDATIONS	5
	Grandes orientations de la réunion tenue à Nairobi au titre de l'Initiative des grands groupes	5
	Recommandations formulées par les grands groupes en prévision de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts et de l'examen du programme de travail quadriennal du Forum pour la période 2021-2024 (point 9 de l'ordre du jour)	5
	Déclaration d'engagement des grands groupes en faveur de l'action forestière	6
	<i>Autres observations formulées par les grands groupes en prévision de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (point 8 de l'ordre du jour)</i>	7
	Recommandations relatives à la contribution des grands groupes et de la société civile (<i>points 3, 6, 8 et 9 de l'ordre du jour</i>)	8
4	A. LIEU DE LA RÉUNION ET OUVERTURE DES DÉBATS	8
5	B. ORDRE DU JOUR	9
	B.1 <u>Champ de travail 1</u> – Exposés thématiques et synthèses	9
	B.1.1 <i>Exposés</i>	9
	B.1.2 <i>Attentes des grands groupes à l'égard de l'exécution du plan de travail et expérience à cet égard</i>	10
	B.2 <u>Champ de travail 2</u> – Exposés de convergence et synthèse	12
	B.3 <u>Champ de travail 3</u> – Élaboration de propositions à présenter à la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts	14
	B.3.1 Exposés et débat	14
	B.3.2 <i>Propositions des grands groupes formulées en contribution au programme de travail quadriennal de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024, et axées principalement sur la restauration et la conservation des sites dans un cadre intersectoriel</i>	15
	B.3.3 <i>Ensemble des priorités fixées par les grands groupes en contribution au programme de travail quadriennal pour la période 2021-2024</i>	18
6	C. RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DE LA QUINZIÈME SESSION DU FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS CONCERNANT LA CONTRIBUTION DES GRANDS GROUPES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À CETTE ACTION	20
7	D. VUES DES GRANDS GROUPES INITIALEMENT DESTINÉES À CONTRIBUER AU DÉBAT DE HAUT NIVEAU DE LA QUINZIÈME SESSION DU FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS ET À SA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE	24
	LISTE DES TABLEAUX	
	Tableau 1 Décisions antérieures des grands groupes relatives à l'exercice de rôles plus orientés vers l'action dans la réalisation des objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial et la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts à l'horizon 2030 (selon le rapport établi à l'issue de la réunion des grands groupes à Bangkok en janvier 2019)	16

8	LISTE DES ENCADRÉS	
	<u>Encadré 1</u> : Résumé des objectifs de l'Initiative des grands groupes	9
	<u>Encadré 2</u> : Exposés de personnalités invitées	12
	<u>Encadré 3</u> : Déclaration d'engagement en faveur de l'action forestière	21
	<u>Encadré 4</u> : Actions entreprises par les grands groupes et la société civile pour institutionnaliser la participation à la gestion durable des forêts	22
10	ANNEXES	26
	<u>Annexe 1</u> : Agenda	26
	<u>Annexe 2</u> : List of participants	31
	<u>Annexe 3</u> : MG expectations from the MGI and highlights of their experiences in the past few years	34
	<i>(a) Tabulation of MG expectations and highlights of experience</i>	34
	<i>(b) Bullet-point notes on each MGs observations on their MGI expectations and their experience</i>	39
	<u>Annexe 4</u> : MGs and the Quadrennial Programme of Work of the UN Forum on Forests (4POW) for the Period 2021-2024	52
	<i>(a) Notes from Expert Group Meeting on the Quadrennial Programme of Work of the UN Forum on Forests (4POW) for the Period 2021-2024 (Geneva 14-15 November 2019)</i>	52
	<i>(b) Highlights of individual MG priorities for the 2021-2024 4POW of the UNFF</i>	53
	<u>Annexe 5</u> : Towards a Common Understanding of Cross-Sectoral Collaboration for Inclusive Forest Landscapes	58
	<u>Annexe 6</u> : Range of Perceptions by MG groups on importance of forests and on their roles and challenges in managing them	60

LISTE DES ACRONYMES

CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement

PRINCIPAUX MESSAGES ET RECOMMANDATIONS

Grandes orientations de la réunion tenue à Nairobi au titre de l'Initiative des grands groupes¹

1. Une réunion organisée au titre de l'Initiative des grands groupes sur le thème « **Collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous** » s'est tenue du 3 au 5 mars 2020 à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Le grand groupe des enfants et des jeunes a assuré la direction conceptuelle et opérationnelle de la réunion et mobilisé l'appui financier du Gouvernement allemand. La manifestation a été organisée par le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts. On trouvera dans le présent rapport des précisions sur les formalités d'ouverture, le déroulement des séances, l'ordre du jour, les participants, les présentations et les débats.
2. Seuls les principaux messages et recommandations issus de la réunion sont présentés ici, une importance particulière étant accordée aux recommandations formulées en prévision de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, qui devait initialement se tenir en mai 2020. La réunion avait pour principal objet d'engager toutes les parties prenantes du Forum, y compris les membres des grands groupes, à prendre rapidement des mesures sur le terrain, notamment en vue de restaurer les ressources forestières et arboricoles endommagées et d'accroître la superficie des écosystèmes forestiers. L'objectif est d'obtenir des résultats concrets et d'aller au-delà du dialogue politique sur les objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial et sur le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts. Pour ce faire, les grands groupes ont mis l'accent sur le concept de paysages forestiers intégrés, conscients toutefois que de nombreuses autres approches contribueraient également au renouvellement et au développement des ressources forestières et arboricoles mondiales.
3. L'attention particulière accordée à l'adoption d'une approche fondée sur les paysages forestiers est conforme aux conclusions issues de la réunion du groupe d'experts sur le programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024, tenue à Genève les 14 et 15 novembre 2019. Dans leur rapport de synthèse, les coprésidents de la réunion ont souligné qu'il importait de prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts. Ils ont également privilégié une approche intersectorielle, mis en évidence les liens qui existaient entre les forêts et les changements climatiques, d'une part, et entre les forêts et la diversité biologique, de l'autre, et rappelé la nécessité évidente de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.
4. *Les principaux messages présentés ci-dessous reprennent les recommandations formulées par les grands groupes à la réunion tenue en mars 2020 à Nairobi, en prévision de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts et de son débat de haut niveau.* Les grands groupes demandent instamment que ces recommandations soient également prises en compte à la troisième session du *forum de partenariat sur les forêts associant les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, les responsables d'organisations non gouvernementales et les dirigeants d'entreprises du secteur privé*, qui devait se tenir en marge du Forum des Nations Unies sur les forêts.

Recommandations formulées par les grands groupes en prévision de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts et de l'examen du programme de travail quadriennal du Forum pour la période 2021-2024 (point 9 de l'ordre du jour)

5. Les grands groupes ont choisi d'adopter une **déclaration d'engagement en faveur de l'action forestière** dans laquelle ils s'engagent à appliquer les recommandations formulées, établissent des priorités et lancent un appel à l'action à l'intention de toutes les parties prenantes, notamment les gouvernements des États Membres, les acteurs intergouvernementaux (membres ou non du Partenariat de collaboration sur les forêts) et les agents non étatiques du secteur privé et des organisations à but non lucratif. Le texte de la Déclaration, qui figure également dans l'encadré 3 du présent rapport, est reproduit ci-après :

¹ Conformément à la définition donnée par la CNUED et aux informations figurant à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/aboutmajorgroups.html>, les grands groupes sont les suivants : le grand groupe des femmes, le grand groupe des enfants et des jeunes, le grand groupe des peuples autochtones, le grand groupe des agriculteurs et des petits propriétaires forestiers, le grand groupe des organisations non gouvernementales, le grand groupe des autorités locales, le grand groupe des travailleurs et des syndicats, le grand groupe des entreprises et de l'industrie et le grand groupe de la communauté scientifique et technique.

Déclaration d'engagement des grands groupes en faveur de l'action forestière

À la réunion organisée au titre de l'Initiative des grands groupes, qui s'est tenue du 3 au 5 mars 2020 à l'Office des Nations Unies à Nairobi, nous, les grands groupes présents, attachés à l'association que nous formons de longue date avec le Forum des Nations Unies sur les forêts :

1. **Avons considéré** que, depuis 1995, date à laquelle la Commission du développement durable, à sa troisième session, a créé le Groupe intergouvernemental spécial à composition non limitée sur les forêts, lequel a connu des évolutions successives jusqu'à devenir l'actuel Forum des Nations Unies sur les forêts, le dialogue mondial sur les forêts avait permis d'accomplir des progrès notables en contribuant à appeler l'attention de façon durable sur l'action relative aux forêts, à clarifier les questions pertinentes, à proposer les améliorations requises et à recenser les interventions nécessaires ;
2. **Avons noté avec inquiétude** que la mise en œuvre de mesures concrètes sur le terrain avait pris beaucoup de retard par rapport au dialogue politique, la situation des forêts n'étant pas beaucoup plus encourageante aujourd'hui qu'à l'époque de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (« Sommet de Rio »), et s'étant dans certains cas aggravée ;
3. **Avons constaté** que les gouvernements des États Membres étaient de plus en plus nombreux à prendre la mesure de l'écart qui existait entre les ambitions en matière de gestion durable des forêts et l'action menée pour remédier à cette situation insatisfaisante ;
4. **Avons observé** que la communauté d'intérêt que constituait le Forum des Nations Unies sur les forêts faisait preuve d'une détermination croissante et avait entrepris de souligner avec davantage d'insistance qu'il importait de prendre des mesures concrètes, ce message ayant été formulé le plus clairement à la réunion du groupe d'experts tenue à Genève du 4 au 9 novembre 2019 en prévision de la quinzième session du Forum ;
5. **Avons noté** que cette communauté d'intérêt avait estimé, à la même réunion préparatoire, qu'il était indispensable d'agir en faveur des forêts dans le contexte d'autres utilisations des terres et de promouvoir à cette fin l'adoption d'une approche intersectorielle permettant de relever les défis liés aux forêts ;
6. **Avons estimé** que le travail intersectoriel correspondait justement à notre manière de procéder et répondait à la vision intégrée du développement adoptée par les populations que nous servons ;
7. **Avons considéré** qu'en notre qualité de grands groupes œuvrant au plus près des collectivités et des groupes sociaux à tous les niveaux et dans tous les pays (en particulier au niveau infranational), nous pourrions aider plus efficacement la société à mener une action d'envergure sur le terrain, en coopération avec les autorités nationales et locales des États Membres, notamment en tirant les enseignements des expériences passées ;
8. **Avons reconnu** que, en tant que catalyseurs de la société civile, nous pouvions tirer parti de nos compétences particulières pour assumer davantage de responsabilités, agir avec plus de force et de façon moins dispersée et collaborer plus largement avec les autres parties prenantes afin de mettre toute l'énergie de la société au service des forêts ;
9. **Proposons à présent**, dans le cadre du programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024, d'accorder une attention particulière aux points ci-après, tout en demandant instamment aux gouvernements des États Membres et aux organisations non gouvernementales du monde entier, membres ou non du Partenariat de collaboration sur les forêts, de s'associer à nos travaux. Pour atteindre les objectifs souhaités, nous, les grands groupes œuvrant aux côtés du Forum des Nations Unies sur les forêts, nous engageons à :
 - i. *motiver et mobiliser la société pour l'amener de nouveau à assumer ses responsabilités* dans l'action menée dans tous les pays en faveur de l'extension du couvert forestier et de la restauration des forêts, en concentrant les efforts là où la menace qui pèse sur les forêts et le couvert arboré est la plus grande ;
 - ii. *privilégier et renforcer*, dans l'esprit de la réunion préparatoire de la quinzième session du Forum, *les approches intersectorielles* de nature à permettre des interventions plus énergiques en faveur des forêts dans le contexte de l'utilisation globale des terres, et mettre à jour à cette fin nos plans de travail pour la période 2021-2024 de façon à assurer la cohérence interne ;

- iii. *accepter que*, parmi les raisons d'accélérer l'action en faveur des forêts, *le rétablissement des fonctions des écosystèmes a la primauté*, tout en continuant également – dans l'esprit du Sommet de Rio – de contribuer à l'équilibre entre les fonctions environnementales, économiques et sociales des forêts ;
- iv. *aider à mettre à profit l'énergie qu'une société civile motivée peut apporter* à l'action en faveur des forêts lorsqu'elle est encouragée à agir avec volontarisme et abnégation, principaux moteurs de l'action en faveur des forêts, et, à cette fin, mettre l'accent sur la mobilisation de la société, la recherche de financements nouveaux et supplémentaires devant être considérée comme un facteur plutôt qu'un moteur de notre engagement ;
- v. saisir l'occasion que représente la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts pour *exhorter les gouvernements des États Membres et les autres parties prenantes*, membres ou non du Partenariat de collaboration sur les forêts, à approuver la présente décision et à prendre de leur côté les engagements correspondants ;
- vi. *engager en outre les gouvernements des États Membres à renforcer les moyens d'agir des autorités locales*, qui travaillent au plus près des populations, afin qu'elles soient plus présentes dans l'action en faveur des forêts, sachant que l'action de terrain exige presque toujours la collaboration des collectivités locales et que celles-ci sont absentes du dialogue mené sur les forêts depuis le Sommet de Rio, où elles ont pourtant fait l'objet de la création d'un grand groupe ;
- vii. *engager le Forum des Nations Unies sur les forêts, dans le cadre de sa quinzième session*, à prendre des dispositions pour permettre à des États Membres (jusqu'à 10) de se porter volontaires pour intensifier l'action à l'appui d'une intervention concrète en faveur des forêts, ces pays devant de préférence respecter le critère de représentation géographique. Les pays volontaires symboliseraient la mobilisation de la société en faveur des forêts et bénéficieraient du soutien de l'ensemble des grands groupes, dans un esprit de solidarité et de coordination ;
- viii. *exhorter les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts à travailler main dans la main avec les grands groupes* pour faire en sorte que l'action en faveur des forêts, par-delà le dialogue, améliore concrètement le quotidien des populations ;
- ix. *demander au Forum d'inclure les grands groupes parmi les bénéficiaires de l'aide accordée par le Réseau mondial de facilitation du financement forestier dans le cadre de la mobilisation de fonds* (notamment en matière de renforcement de la capacité d'élaborer des projets pouvant bénéficier de concours bancaires) en faisant figurer les organisations et entités relevant des grands groupes dans la liste des États Membres et des entités régionales et sous-régionales pouvant demander le soutien du Réseau en vertu des lignes directrices adoptées à cette fin par le Forum à sa treizième session.

Autres observations formulées par les grands groupes en prévision de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (point 8 de l'ordre du jour)

6. Les grands groupes demandent au Forum des Nations Unies sur les forêts d'intégrer les dispositions de la **Déclaration d'engagement en faveur de l'action forestière** dans les décisions et engagements qu'il prendra à sa quinzième session, en mettant l'accent sur la volonté des grands groupes de travailler en partenariat étroit avec d'autres parties prenantes aux fins de la mise en œuvre de mesures concrètes (voir les alinéas i. à ix. du paragraphe 9 de la Déclaration). Afin de faire en sorte qu'une action rapide et soutenue soit menée sur le terrain, les grands groupes souhaitent en particulier appeler l'attention du Forum sur les alinéas suivants du paragraphe 9 :
- alinéa vii. : permettre à des États Membres de se porter volontaires pour intensifier l'action ;
 - alinéa vi. : donner les moyens aux autorités locales, qui sont absentes du dialogue et des activités des grands groupes, d'y participer davantage ;
 - alinéa viii. : faire en sorte que le Partenariat de collaboration sur les forêts travaille main dans la main avec les grands groupes ;

- alinéa ix. : demander au Forum d'inclure les grands groupes parmi les bénéficiaires de l'aide accordée par le Réseau mondial de facilitation du financement forestier dans le cadre de la mobilisation de fonds afin de compléter leurs propres contributions en nature.

Les grands groupes souhaitent, dans la mesure du possible, que leur appel soit intégré dans la Déclaration d'engagement ou le rapport issus du Forum des Nations Unies sur les forêts.

Recommandations relatives à la contribution des grands groupes et de la société civile (points 3, 6, 8 et 9 de l'ordre du jour)

7. La réunion organisée à Nairobi au titre de l'Initiative des grands groupes a été l'occasion d'examiner de façon approfondie les moyens d'instaurer une collaboration plus étroite entre les différents groupes et de leur permettre de faciliter l'action et d'y participer, compte tenu de leurs compétences particulières et de leur proximité avec la société à tous les niveaux, en particulier avec les populations locales, qui jouent un rôle primordial à cet égard. Les engagements pris en la matière figurent dans la **Déclaration d'engagement des grands groupes en faveur de l'action forestière**. En outre :

- À la réunion, les grands groupes ont noté que les intervenants n'avaient cité que peu d'exemples d'interventions menées sur le terrain (thématiques ou ciblant une localité en particulier) dans le cadre desquelles différents groupes avaient choisi volontairement de travailler ensemble au service d'un résultat commun. Les grands groupes se sont donc engagés à inverser cette tendance, sachant également qu'une démarche concertée leur serait très utile dans le cadre de l'action qu'ils entendaient mener en faveur des forêts dans le contexte d'autres utilisations des terres. Ils demandent aux partenaires qui souhaitent participer à leurs travaux d'encourager une plus grande coopération entre les grands groupes plutôt que de collaborer avec des groupes individuels ;
- Ayant constaté de nouveau (comme lors des précédentes manifestations organisées par les grands groupes) que le grand groupe des autorités locales et celui des entreprises et de l'industrie n'étaient pas présents à la réunion tenue à Nairobi et n'avaient pas participé aux réunions depuis très longtemps, les participants invitent ces groupes à se manifester et demandent aux gouvernements des États Membres de promouvoir une telle participation, tant par le dialogue qu'au moyen de mesures concrètes.

A. LIEU DE LA RÉUNION ET OUVERTURE DES DÉBATS

8. Dans un esprit de solidarité entre grands groupes collaborant avec le Forum des Nations Unies sur les forêts et son secrétariat, le grand groupe des enfants et des jeunes, représenté par ses coordonnateurs actuels, **Celina Schelle** et **Frederik Buchholz**, et par son ancien coordonnateur, **Steffen Dehn**, a pris l'initiative très appréciée d'assurer la direction conceptuelle et opérationnelle de la réunion tenue à Nairobi et de mobiliser l'appui financier du Gouvernement allemand. Les activités du grand groupe des enfants et des jeunes ont été appuyées et supervisées par le Comité directeur des grands groupes, qui représente plusieurs groupes.

9. À la réunion, le grand groupe des enfants et des jeunes a guidé l'examen des différents points de l'ordre du jour, fait une présentation de fond à chaque séance, assuré l'enregistrement des débats et encouragé les participants à se concentrer en particulier sur le rôle futur des grands groupes dans la mise en œuvre de mesures concrètes sur le terrain à l'appui de la réalisation des objectifs du Forum des Nations Unies sur les forêts. Le grand groupe des enfants et des jeunes estime – à l'instar des autres grands groupes – qu'une approche intersectorielle devrait être adoptée pour parvenir à une gestion durable des forêts, sachant que le secteur forestier coexiste avec d'autres secteurs qui utilisent également des terres, et que ces terres sont disponibles en quantités limitées. Le grand groupe des enfants et des jeunes, conformément à l'esprit de la réunion du groupe d'experts tenue à Genève en novembre 2019, a ainsi proposé que la réunion de Nairobi soit organisée sur le thème « **Collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous** ».

10. La réunion, à laquelle ont participé la quasi-totalité des grands groupes œuvrant dans le domaine des forêts (voir annexe 2), s'est ouverte le 3 mars 2020 à 9 heures à l'Office des Nations Unies à Nairobi. La responsable de la coordination des programmes, de la communication et de l'appui technique, **Afsa Kemitale-Rothschild**, a formulé de brèves observations préliminaires au nom de la direction du secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts. Elle a salué les bonnes relations de travail que le Forum entretenait de longue date avec les grands groupes et remercié le Gouvernement allemand d'avoir financé la réunion. Elle a déclaré que le Forum était conscient de la valeur des grands groupes et de leur contribution à la réalisation des objectifs visant à mettre un terme à la déforestation et à accroître la quantité et la proportion de forêts faisant l'objet d'une

gestion durable. Il s'agissait là de défis mondiaux qui exigeaient une collaboration étroite entre toutes les parties prenantes.

11. M^{me} Kemitale-Rothschild a évoqué rapidement les objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial, signalant que des propositions importantes seraient formulées en vue de leur réalisation, notamment dans le cadre de l'approche intersectorielle que les participants se proposaient d'examiner à la réunion, conformément à l'esprit de l'objectif 6 (renforcer la coopération, la coordination, la cohérence et les synergies à tous les niveaux). L'intervenante a également salué le rôle de premier plan joué par le grand groupe des enfants et des jeunes et l'énergie qu'il avait consacrée à l'organisation de la réunion, notamment pour ce qui était des travaux conceptuels relatifs à l'approche intersectorielle. Les participants ont proposé collectivement de s'appuyer sur cette approche pour formuler des propositions concrètes en prévision de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, qui devait se tenir début mai 2020.
12. Le Président des grands groupes, **Joe Cobbinah**, au nom de l'ensemble des groupes, a également remercié le Gouvernement allemand de son soutien et le grand groupe des enfants et des jeunes d'avoir assuré la planification de la réunion. Il a dit ne pas douter que les participants atteindraient leur principal objectif, qui était de renforcer la capacité des grands groupes de contribuer à la réalisation des objectifs relatifs aux forêts et des cibles connexes. Il a également dit espérer que les grands groupes présents redoubleraient d'efforts pour travailler ensemble de façon efficace.
13. L'animateur de la réunion, **Mafa Chipeta**, a rappelé que l'objectif premier de la rencontre était de formuler des recommandations en prévision de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, lors de laquelle le Forum approuverait son programme de travail quadriennal pour la période 2021-2024. Il a constaté avec satisfaction que les grands groupes s'employaient à promouvoir une action multisectorielle en matière de gestion des forêts, dans le cadre de laquelle les interventions relatives aux forêts et aux arbres seraient mises en œuvre dans le contexte plus large des paysages. Il s'est félicité de l'esprit de solidarité dont faisaient preuve les grands groupes et de leur volonté de renforcer leur collaboration, rappelant que les efforts dispersés et cloisonnés étaient presque toujours voués à l'échec ou risquaient de ne pas produire les résultats escomptés. L'animation de deux des séances a été assurée par **Cecile Ndjebet** et **Ben Chikamai**.

B. ORDRE DU JOUR

B.1 Champ de travail 1 – Exposés thématiques et synthèses

B.1.1 *Exposés*

14. **M. Frederik Buchholz**, coordonnateur du grand groupe des enfants et des jeunes, a présenté l'ambition et la raison d'être de l'Initiative des grands groupes. Il a souligné qu'il importait de ne pas travailler de façon cloisonnée et de commencer à collaborer davantage. Il a également présenté les objectifs de l'Initiative (voir l'[encadré 1](#)) et donné un aperçu du programme et des objectifs de la réunion pour les trois jours suivants. En collaboration avec **Celina Schelle** et **Steffen Dehn**, M. Buchholz a mené la réunion en suivant le programme établi. Dans sa présentation de la structure et des objectifs de l'Initiative, l'équipe du grand groupe des enfants et des jeunes a indiqué que l'Initiative se devait : a) de ne pas se contenter d'examiner l'exécution des plans de travail existants des grands groupes et l'expérience acquise à ce titre, mais aussi de planifier l'avenir dans le cadre du programme de travail quadriennal du Forum pour la période 2021-2024 ; b) de renforcer la collaboration entre les grands groupes.

Encadré 1 : Résumé des objectifs de l'Initiative des grands groupes

Dans les fiches distribuées avant la réunion, le grand groupe des enfants et des jeunes avait fixé les objectifs suivants :

- S'entendre sur l'intérêt que revêt le thème central de la réunion organisée à l'initiative des grands groupes : collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous ;
- Renforcer les relations et les possibilités de collaboration entre grands groupes ;
- Recenser les atouts du plan de travail collectif des grands groupes permettant de contribuer à l'exécution du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts ;

- Échanger des informations sur les expériences, les obstacles et les possibilités propres à la collaboration intersectorielle aux fins de l'exécution du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts et de la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts ;
- Définir les mesures que doivent prendre les États Membres pour atteindre l'objectif de paysages forestiers qui profitent à tous (comment renforcer la collaboration intersectorielle) et déterminer ce que les grands groupes peuvent faire pour appuyer l'action des États Membres ;
- Déterminer d'autres points d'entrée possibles et définir en quoi la société civile peut contribuer à la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts ;
- Établir un rapport de l'Initiative des grands groupes qui sera présenté à la quinzième session du Forum et à une manifestation parallèle.

Source : Message préalable à la réunion du grand groupe des enfants et des jeunes.

15. Dans son supplément détaillé, **Celina Schelle** a approfondi le concept de « collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous ». Elle a indiqué que les membres du groupe, provenant de tous horizons, devaient partager des connaissances théoriques qui permettraient de comprendre le décalage observé entre le scénario idéal de collaboration intersectorielle et la réalité et de déterminer les mesures à prendre pour y remédier. Elle a présenté le concept de paysages forestiers intégrés et les caractéristiques de l'approche paysagère qui y sont associées, sa grande dépendance à l'égard du financement à but non lucratif (notamment les risques élevés et l'imprévisibilité qu'il présente, la nécessité de faire des investissements importants sur une longue période et la difficulté ou l'impossibilité d'établir des comparaisons avec des projets existants).
16. Les grands groupes devraient définir ou avoir défini des objectifs et des mesures à prendre aux fins de la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts et les communiquer dans le cadre la réunion organisée au titre des grands groupes, qui serait le point de départ d'une plateforme de connaissances permettant l'échange d'informations et la création de réseaux durables au-delà de la réunion. L'objectif est de contribuer à l'élaboration du programme de travail quadriennal du Forum pour la période 2021-2024 au moyen de messages que l'Initiative adresserait aux États Membres. L'équipe du grand groupe des enfants et des jeunes a suggéré que les participants répondent à trois questions :
- Que pouvons-nous apporter au thème de cette année (« Collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous ») ?
 - Que voulons-nous retenir de cette réunion ?
 - Qu'attendons-nous d'autre de cette réunion ?
17. L'ordre du jour provisoire de la réunion organisée au titre de l'Initiative des grands groupes ([annexe 1](#)) a été conçu de telle sorte qu'il puisse être adapté en fonction des progrès réalisés au cours du dialogue. Il a permis une convergence progressive vers des domaines de participation concrète, aux niveaux collectif et individuel, ainsi qu'un engagement de la part des grands groupes. Il a également permis de mettre l'accent sur un nombre restreint de domaines de participation afin que les grands groupes, en concertation avec les gouvernements et d'autres acteurs, puissent réaliser des progrès tangibles sur le terrain dans la mise en œuvre de leurs ambitions pour les objectifs mondiaux relatifs aux forêts et le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts.
18. Du fait de la flexibilité de l'ordre du jour, l'Initiative n'a pas désigné de rapporteurs à temps plein ; les volontaires ci-après ont complété la prise de notes du grand groupe des enfants et des jeunes : **Adejoke Olukemi Akinyele ; Gertrude Kabusimbi Kenyangi ; Monica Sia Nyorkor Moore ; Mariana Schuchovski, Milagre Nuvunga et David Walugembe.**

B.1.2 Attentes des grands groupes à l'égard de l'exécution du plan de travail et expérience à cet égard

19. En tant qu'organisateur de la réunion, le grand groupe des enfants et des jeunes a déjà clairement fait part de ses attentes dans ses exposés (section B.1.1). Les autres grands groupes ont exposé leurs attentes avec plus ou moins de détails, souvent en donnant un aperçu de leurs expériences à ce jour dans l'exécution de leurs plans de travail ([annexe 3](#)). Il en est ressorti une grande diversité de points de vue et des différences notables s'agissant des progrès réalisés dans l'exécution des plans de travail. Quelques points à retenir :

- a. Quand les grands groupes directement concernés par les forêts se prononcent sur les paysages, ils doivent veiller à ne pas omettre les autres acteurs associés à la question des paysages ;
 - b. Le rôle des êtres humains dans les paysages est souvent perçu comme une menace et il est nécessaire de convaincre tous les acteurs que l'appui au développement durable peut créer des emplois sains et décents tout en préservant la nature ;
 - c. Certains ont estimé qu'il serait difficile pour les grands groupes de commencer à traiter les questions de façon intersectorielle alors qu'ils les traitaient jusqu'alors chacun de leur côté, un représentant ayant déclaré : « Nous ne disposons pas de mécanisme qui nous permette de nous adresser directement aux personnes qui travaillent dans le secteur de la foresterie. Nous pouvons exploiter la force des grands groupes et l'impact sur les paysages forestiers intégrés » ;
 - d. Une trop grande ouverture aux autres secteurs pourrait présenter un danger pour la foresterie, qui est un secteur relativement faible par rapport aux autres formes d'utilisation des terres, sachant que l'agriculture, l'exploitation minière, les infrastructures publiques et les établissements humains sont tous des exemples de secteurs forts, demandeurs de terres. Ainsi, il faudra gérer avec précaution les relations de pouvoir pour éviter le risque que des secteurs puissants ne supplantent les rôles légitimes de secteurs plus faibles, et veiller à ce que les territoires soient adaptés à chaque forme d'utilisation des terres ;
 - e. Les banques de développement investissent actuellement dans des projets de petite et moyenne envergure, souvent sectoriels. La gestion durable des terres devra s'accompagner d'investissements groupés dans plusieurs secteurs, de manière à développer simultanément les moyens de subsistance des familles et l'exploitation de la terre et de ses ressources ;
 - f. Certaines observations ont porté sur les activités menées au Népal :
 - i. L'expérience du travail mené au Népal révèle qu'il a été difficile pour les associations locales et les administrations locales de bien travailler ensemble : les administrations tendent à imposer leurs choix et à mettre l'accent sur la protection aux dépens de l'utilisation durable des ressources pour les populations locales. Il s'est avéré difficile d'inclure les personnes marginalisées, les terres et la culture dans de nombreux programmes ;
 - ii. Pour l'approche paysagère, différentes démarches et échelles d'intervention ont été tentées, de la gestion des bassins versants à celle des bassins fluviaux et, maintenant, à l'échelle (plus petite ?) des paysages. Cette approche paysagère rend difficile la gestion des personnes et l'obtention d'un accord sur le calendrier, les résultats souhaités et le financement, entre autres². Sur ce dernier point, l'accent est davantage mis sur les subventions que sur les prêts.
20. L'étude des expériences des différents grands groupes, telles qu'elles sont consignées à l'[annexe 3](#), a montré ce qui suit :
- a. Chaque grand groupe progresse à son propre rythme ;
 - b. Tous s'efforcent de suivre les plans de travail qu'ils ont élaborés lors de réunions précédentes, à commencer par celle de Nairobi (novembre 2017), puis celle de New York et enfin celle de Bangkok (janvier 2019) ; le degré d'exécution était variable et peut-être qu'aucun ne peut prétendre être complètement à la hauteur des résultats escomptés ;
 - c. Peu d'exemples ont été mentionnés d'interventions (par thème ou par localité) où des grands groupes ont délibérément choisi de travailler ensemble pour obtenir des résultats communs, méthode qui pourrait être d'une grande utilité pour l'intervention souhaitée dans le domaine de la foresterie dans le contexte de l'utilisation des terres. Une fois adoptée, une telle coopération permettrait d'établir un descriptif commun de toutes les interventions et de tous les résultats des grands groupes ;
 - d. Presque aucun des grands groupes ne semble avoir entrepris d'interventions à l'échelle nationale, quel que soit le pays. Les projets individuels dans des localités ou villages précis semblent être les plus courants. Le grand groupe de la communauté scientifique et technique a donné des informations sur les projets régionaux en cours où les interventions se faisaient à l'échelle nationale ;

² Et pourtant, le participant a ensuite déclaré : « l'expérience au Népal a montré qu'une échelle plus petite était formidable. »

- e. Quand le grand groupe comporte beaucoup de membres (une situation courante, étant donné qu'ils sont tous d'envergure mondiale), chacun d'eux peut avoir ses propres priorités ;
- f. Tous les grands groupes semblent vouloir apprendre les uns des autres mais les résultats ne sont pas probants, souvent à cause de ressources limitées ;
- g. Les capacités internes en nature sont très sollicitées, mais on souhaite également mobiliser les fonds des donateurs pour des interventions à plus grande échelle. De nombreux grands groupes ont indiqué que le manque de fonds pesait de façon notable sur leurs résultats.

Le Forum a indiqué qu'il prévoyait une publication phare pour 2021 dans laquelle les grands groupes pourraient figurer s'ils ont des expériences concrètes à présenter.

21. Les finances ont souvent été mentionnées comme un obstacle à l'exécution des travaux prévus. Il a été dit à ce sujet, en commentaire d'ordre général, qu'on peut faire beaucoup de choses quand des fonds complètent les apports en nature des grands groupes dans un esprit d'auto-assistance : l'argent devrait compléter les actions motivées par la propre énergie des grands groupes. Par exemple, le grand groupe des enfants et des jeunes indique qu'une grande partie de son travail a reposé jusqu'à présent sur l'utilisation de ses propres capacités en nature. Le grand groupe des enfants et des jeunes estime qu'il a attiré des fonds en se posant la question suivante : « si tant de choses peuvent être réalisées sans financement extérieur, que pouvons-nous faire de plus lorsque des fonds sont mis à disposition ? ». Il convient de noter que, bien que beaucoup de grands groupes n'aient pas encore attiré beaucoup de fonds, ils peuvent quand même faire état d'un certain nombre de réalisations.
22. Au cours de la discussion, les participants ont constaté une nouvelle fois (comme lors des précédentes réunions des grands groupes) que le grand groupe des autorités locales et celui des entreprises et de l'industrie n'étaient pas présents et n'avaient pas participé aux réunions depuis très longtemps. Étant donné que la foresterie est une activité locale, toute action sur le terrain nécessitera à l'avenir une coopération active avec les deux grands groupes absents. Leur absence est donc un handicap majeur auquel il faut remédier.

B.2 Champ de travail 2 – Exposés de convergence et synthèse

23. De nombreuses interventions ont cherché à présenter des cas d'association de grands groupes avec des questions intersectorielles ayant une dimension liée aux forêts. Afin d'obtenir des perspectives externes sur les multiples utilisations des terres dans lesquelles les forêts et les arbres ont leur place, le grand groupe des enfants et des jeunes avait invité des experts externes à s'exprimer sur des sujets liés au thème de la réunion. La première experte était **Musonda Mumba** (Chef du Groupe des écosystèmes terrestres du PNUE) qui a évoqué les priorités en matière de régénération des ressources dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes. La seconde était **Carrie Waterman** (chercheuse invitée au Centre international pour la recherche en agroforesterie (Nairobi), de l'Université de Californie à Davis) qui a présenté le potentiel du moringa pour la restauration des paysages forestiers et l'agroforesterie. Les principaux messages issus des interventions de **Musonda Mumba** et de **Carrie Waterman** sont présentés dans l'encadré 2.

Encadré 2 : Exposés de personnalités invitées

On trouvera ci-après les principaux messages issus des interventions de **Musonda Mumba** et de **Carrie Waterman** ainsi que les débats qu'elles ont engendrés.

Musonda Mumba a indiqué qu'il était urgent de restaurer les écosystèmes, ce qui nécessite des interventions simultanées sur plusieurs fronts dans de nombreux secteurs, y compris les forêts. La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes sera lancée en janvier 2021, mais les préparatifs sont déjà en cours. Quelques éléments à prendre en considération :

- a. L'objectif devrait être de conserver ce que nous avons et de restaurer ce qui est déjà dégradé ou perdu ;
- b. Pour y parvenir, il faudra que les populations concernées s'engagent en masse en adoptant une démarche commune à l'égard des ressources : il est donc peu probable que des interventions sectorielles compartimentées puissent tirer profit des énergies de ces populations ;
- c. Les sociétés sont depuis longtemps régies par des structures ayant à leur tête des chefs et des dirigeants traditionnels : il peut être essentiel de les associer aux interventions pour garantir le succès de celles-ci ;

- d. Il n'y a pas de préférence marquée pour une intégration par mélange de la végétation sur l'ensemble du territoire ou pour un recours significatif à des mosaïques d'utilisation des sols (à quelle échelle ?) ou les deux.

Cela a donné lieu à un grand nombre de commentaires et de questions, par exemple :

- a. Les monocultures peuvent-elle être considérées comme une forme de restauration ?
- b. Comment s'assurer la participation des systèmes traditionnels en même temps que celle des commerces et des marchands ?
- c. Comment éviter d'accorder une importance excessive au « pouvoir de l'argent » ?
- d. Comment tirer le meilleur parti des médias modernes pour faire passer des messages sérieux suscitant l'intérêt du grand public pour la restauration.

Carrie Waterman a évoqué d'un point de vue scientifique le moringa et l'intégration de cet arbre dans une utilisation diversifiée des terres, tout en accordant une grande attention aux avantages que cela apporterait aux moyens de subsistance locaux. Elle a dressé une liste impressionnante des multiples utilisations du moringa, notamment comme engrais, nourriture, source d'huile et de pesticides et source de revenus réguliers. Le moringa s'adapte à une grande variété de sols et de modes de plantation (du mélange général aux systèmes de culture ou de la culture en mosaïques). Dans le cadre de la discussion sur l'utilisation du moringa, Carrie Waterman a souligné les défis de la valeur ajoutée et des aspects commerciaux et organisationnels de son adoption à grande échelle.

Les commentaires ont laissé entendre que l'arbre était très prometteur mais que son expansion à grande échelle exigerait d'accorder une attention beaucoup plus grande à la rentabilité des plantations et de sa gestion qu'à l'ensemble de sa chaîne de valeur. Dans ce cas, il convient d'accorder une plus grande attention au développement du marché, à l'organisation de la production (y compris la possibilité de passer des contrats avec des acheteurs responsables), et aux difficultés plus générales liées à toute plantation d'arbres, telles que l'occupation des terres. Les femmes qui y participent peuvent avoir besoin de mesures volontaristes en leur faveur pour réussir.

24. Après les exposés des intervenants externes, Celina Schelle, coordonnatrice du grand groupe des enfants et des jeunes, a fait un exposé sur le cas de la culture du moringa sous l'angle du thème central de la réunion, à savoir la collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous. Cet exposé a donné lieu à des activités de groupe où les grands groupes ont été invités à réfléchir à leur expérience dans le cadre du travail de leurs parties prenantes et à choisir une étude de cas mettant en lumière les difficultés et les possibilités liées au thème central de la réunion. Ensuite, les participants ont présenté des études de cas lors de séances de travail en groupe afin d'échanger leurs expériences entre grands groupes. L'examen de toutes les études de cas a mis en évidence la nécessité de transparence, de renforcement des capacités, d'autonomisation et de financement suffisant aux fins d'une collaboration intersectorielle efficace. Quelques exemples des études de cas présentées et examinées :

- a. Le **grand groupe de la communauté scientifique et technique** a cité l'exemple du problème que représente la dégradation du bassin versant du lac Victoria pour l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie, qui se manifeste par un envasement, une réduction du débit des cours d'eau et une baisse du niveau du lac. Cette situation a eu des répercussions sur de nombreuses parties directement concernées, notamment les femmes, les pêcheurs, les transporteurs lacustres, les agriculteurs et les populations et autorités locales. Tous les pays riverains du lac et, plus en aval, du Nil, ont pris acte du problème dans le cadre d'une commission multipays. Le groupe a souligné la nécessité d'un dialogue et d'une communication efficaces entre les parties concernées et d'une collaboration intersectorielle efficace à l'échelle des paysages.
- b. Le **grand groupe des femmes** a évoqué l'accès aux berges des rivières et l'idée de restreindre cet accès afin de préserver les berges. Tous les acteurs concernés se sont réunis avec des ONG afin de s'entendre au sujet des utilisations concurrentes des terres.
- c. L'étude de cas du **grand groupe des peuples autochtones**, qui portait sur la gestion des forêts et des paysages, a mis en évidence la concurrence entre les différentes utilisations des terres et les différents acteurs concernés, tels que les exploitants forestiers, les entreprises, les États, les autorités locales, etc. Généralement, on accorde peu d'attention aux savoirs autochtones, et les questions de propriété foncière

ne sont pas traitées comme il se doit. Il existe des institutions traditionnelles mais elles n'ont pas toujours voix au chapitre.

- d. Pour le **grand groupe des enfants et des jeunes**, la participation à des manifestations régionales et internationales constitue un énorme potentiel, qui est souvent limité par l'insuffisance des occasions de participation et le manque de ressources financières. En outre, le **grand groupe des enfants et des jeunes** a souligné qu'il était encore plus important de renforcer les formes de participation, afin que la voix des jeunes soit entendue et que leurs positions puissent être mieux intégrées dans les politiques.
- e. L'étude de cas présentée par le **grand groupe des organisations non gouvernementales** portait sur une campagne concernant la rivière Dumoine (ouest du Québec) menée par la section de la vallée de l'Outaouais de la Société pour la nature et les parcs du Canada, à laquelle ont participé de nombreux acteurs : autorités nationales et provinciales, ONG, jeunes, étudiants et populations autochtones. La première étape n'avait reçu aucun appui financier, n'avait pas fait l'objet d'un consensus et souffrait d'un déficit de capacités. Après plusieurs années de campagne, de coopération permanente et de consultations avec toutes les parties prenantes, la campagne a été renforcée et a obtenu l'appui de différents acteurs, notamment de l'organe de gestion de la Dumoine. Aujourd'hui, les autorités québécoises sont favorables à l'idée de créer des aires protégées sur les rivières Dumoine, Noire et Coulonge ; la campagne est soutenue par de nombreuses parties intéressées et par les milieux de la défense de l'environnement.
- f. Pour le **grand groupe des agriculteurs et des petits propriétaires forestiers**, l'étude de cas choisie portait sur les enseignements mutuels qu'ont tiré 50 agriculteurs possédant du bétail au Népal et au Guatemala, notamment au moyen de visites les uns chez les autres. Un investissement financier a été nécessaire. Parmi les principaux défis qu'il a fallu relever, citons les faibles résultats et l'appui financier limité, ainsi que l'inadéquation entre la stratégie et l'exécution.
- g. Le **grand groupe des travailleurs et des syndicats** n'a pas présenté d'étude de cas mais a dégagé les principaux messages ci-après à l'intention des États Membres : nécessité d'adopter, de codifier et d'appliquer de nombreux mécanismes internationaux et nationaux relatifs aux droits des enfants qui travaillent ; nécessité d'une meilleure réglementation des entreprises multinationales au niveau de l'État. Dans certains cas, il conviendrait de développer les capacités des groupes de s'organiser en syndicats. Il serait utile que la société civile apporte son appui à ces améliorations.

B.3 Champ de travail 3 – Élaboration de propositions à présenter à la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts

B.3.1 *Exposés et débat*

25. Avant d'entreprendre l'élaboration de propositions tendant à définir les domaines d'action prioritaires des grands groupes dans le cadre du programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024, les participants ont reçu des informations sur la réunion préparatoire de la quinzième session du Forum, tenue par le groupe d'experts à Genève en novembre 2019. Cette réunion a permis de formuler des propositions intéressant le programme de travail quadriennal lui-même mais aussi le Réseau mondial de facilitation du financement forestier, situé au secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, ainsi que de préparer la prochaine édition de la Journée internationale des forêts, dont le thème pour 2020 est « Forêts et biodiversité ». On trouvera les notes relatives à cette réunion préparatoire à l'annexe 4.
26. **Njeri Kariuki**, membre du secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, a présenté l'ordre du jour de la quinzième session du Forum prévue du 4 au 8 mai 2020, puis elle a évoqué à l'intention des participants les réunions préparatoires qui se tiendraient en prévision de la manifestation. Elle a indiqué que la journée du 4 mai, qui serait consacrée à la présentation de tous les rapports, serait la plus propice à la présentation des propositions formulées lors de la réunion organisée au titre de l'Initiative des grands groupes. La présentation devait mettre l'accent sur les messages clés, à forte résonance. Les grands groupes pourraient repérer, en amont de la session, des participants ou des pays membres à même d'examiner sérieusement leurs propositions. Ils pourraient entrer en contact avec des personnes qui participaient régulièrement aux réunions organisées par l'ONU et approcher des représentants de pays avec lesquels ils entretenaient de bonnes relations de travail, entre autres possibilités. On pouvait espérer que les messages clés issus de la réunion organisée au titre de l'Initiative des grands groupes seraient repris non seulement dans le rapport sur les travaux de la quinzième session du Forum mais aussi dans les résolutions arrêtées lors du débat ministériel.

27. Le débat portant sur la contribution des grands groupes au programme de travail quadriennal du Forum a débuté par des **observations du facilitateur** pointant la nécessité d'être conscient que les ambitions qui sous-tendaient le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts et les objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial ne pouvaient pas être réalisées uniquement dans le cadre du programme de travail et nécessitaient l'entière mobilisation des énergies à l'œuvre dans la société. Il s'agirait pour les grands groupes, au contact des populations locales, de forger et d'utiliser de solides capacités de motivation et de mobilisation en vue de susciter une action massive et la responsabilisation du citoyen ordinaire à l'égard des forêts et des arbres. De leur côté, les gouvernements devaient instaurer les conditions propices à cette action, offrir des incitations à y participer et faire en sorte de fixer des principes généraux, qui en plus d'être clairs (condition nécessaire mais non suffisante), seraient durablement établis.

B.3.2 Propositions des grands groupes formulées en contribution au programme de travail quadriennal de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024, et axées principalement sur la restauration et la conservation des sites dans un cadre intersectoriel

28. Dans le grand groupe des enfants et des jeunes, **Steffen Dehn** a proposé que chaque grand groupe fasse quelques propositions sous forme de « souhaits et d'ambitions » à présenter dans le cadre de la quinzième session du Forum, qui porterait sur les moyens de dynamiser l'action sur le terrain et seraient axées sur la collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous. Il a été décidé que dans le cadre du dialogue international sur les forêts, les souhaits des grands groupes seraient classés et libellés de la manière qui conviendrait le mieux.

29. Dans le cadre de la réunion du groupe d'experts sur le programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024, qui s'est tenue à Genève les 14 et 15 novembre 2019, évoquée à la section B.3, une série de propositions relatives au programme ont été élaborées et seront présentées au Forum en vue de leur adoption. Le compte rendu analytique de la coprésidence fait état du souhait de mettre l'accent sur la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts à l'horizon 2030. Il y est préconisé d'adopter une démarche intersectorielle et de mettre en évidence les liens qui existent entre les forêts et les changements climatiques d'une part, et entre les forêts et la biodiversité d'autre part, outre l'évidente nécessité de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Pour préparer le document de réflexion destiné à la réunion organisée à Nairobi au titre de l'Initiative des grands groupes, le grand groupe des enfants et des jeunes s'est inspiré de l'esprit de la réunion du groupe d'experts de Genève, des priorités thématiques de la quatorzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, ainsi que de l'approche intersectorielle inhérente aux travaux des grands groupes. C'est ainsi que le thème « **Collaboration intersectorielle pour des paysages forestiers qui profitent à tous** » a été adopté pour la réunion des grands groupes à Nairobi.

30. Lors de la réunion organisée au titre de l'Initiative, les réflexions formulées par les grands groupes lors d'une précédente réunion ont inspiré l'idée selon laquelle les groupes pourraient tenir un rôle plus orienté vers l'action dans la réalisation des objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial et la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts à l'horizon 2030. On trouvera dans le [tableau 1](#) certaines des décisions qui avaient été prises antérieurement par les grands groupes à ce sujet.

Tableau 1 : décisions antérieures des grands groupes relatives à l'exercice de rôles plus orientés vers l'action dans la réalisation des objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial et la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts à l'horizon 2030 (selon le rapport établi à l'issue de la réunion des grands groupes à Bangkok en janvier 2019)

Thème	Principaux messages à délivrer dans le cadre de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts
<p>Action de la société civile visant à institutionnaliser sa participation à la gestion durable des forêts</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les grands groupes peuvent contribuer à mobiliser l'action sociale, à donner plus de moyens aux petits exploitants agricoles, aux peuples autochtones et aux communautés locales afin que ceux-ci demandent et obtiennent la mise en œuvre du consentement préalable en connaissance de cause et de mécanismes de plainte et de réparation, et à communiquer les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience en matière de gestion durable des forêts ; • Idéalement, toute coopération structurée avec les autorités doit inclure un rôle de surveillance dans le domaine de la responsabilité ; • L'action des grands groupes étant entravée sur plusieurs fronts, il leur faut mobiliser des fonds pour financer leurs propres programmes de travail, l'objectif étant d'accroître leurs capacités et de se rendre visibles aux yeux de partenaires potentiels ; • Dotés de moyens spécifiques qui leur permettent de s'approprier les accords internationaux sur le plan local (en les adaptant aux circonstances et en les intégrant aux plans mis en œuvre à cette échelle), les grands groupes doivent organiser leur participation à tous les niveaux : mondial, régional et national. Ils ont également intérêt à collaborer avec des entités non gouvernementales, qu'il s'agisse d'autres grands groupes, de sociétés commerciales ou d'associations à but non lucratif menant des activités en lien avec les forêts et la sylviculture.
<p>Idées principales, dont questions et problèmes émergents de portée mondiale liés aux forêts et à leur gestion durable ou ayant des répercussions dans ces domaines</p>	<p>Les participants ont été d'avis de considérer comme prioritaires les questions importantes, même si elles étaient anciennes, et de ne pas se fonder à cet égard sur le seul critère de leur nouveauté ou de leur caractère émergent. Ils ont mis l'accent sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique en perte de vitesse pour ce qui des accords multilatéraux relatifs à l'environnement existants, notamment l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; des pays à forte couverture forestière, en développement et développés, ont exprimé leur intention de se retirer de l'Accord de Paris ; • Objectifs de restauration des paysages forestiers ambitieux, reposant sur l'adoption à grande échelle de l'approche paysagère³ : comment les atteindre et favoriser au mieux les effets de synergie avec le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts et les objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial ; • Moyens de remédier à trois défaillances qui empêchent de prendre les mesures voulues au niveau national en matière de foresterie, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> ○ Échec à susciter la volonté politique de protéger les forêts ;

³ Constitue l'orientation et l'axe majeur de la réunion organisée à Nairobi en 2020 au titre de l'Initiative des grands groupes.

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Manque de coopération intersectorielle dans la lutte contre la déforestation et les menaces d'origine externe qui pèsent lourdement sur les forêts (exploitation minière, infrastructures, agriculture, etc.) ; ○ Inertie en ce qui concerne l'anticipation des phénomènes météorologiques extrêmes qui frappent de plus en plus souvent les forêts et l'action à mener pour y remédier.
--	---

B.3.2.1 Contribution du grand groupe des enfants et des jeunes

31. Dans son exposé, **Frederick Buchholz**, membre du grand groupe des enfants et des jeunes, a présenté les points suivants comme prioritaires : a) participation de jeunes représentant le Forum des Nations Unies sur les forêts ou agissant au titre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts à toutes les manifestations et aux débats d'orientation générale tenus lors des réunions de niveau intermédiaire du bureau du Forum, l'objectif étant de faire entendre davantage la voix des jeunes dans la prise de décision et de diffuser auprès du grand public le contenu du plan stratégique et des objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial afin que ceux-ci aient plus d'impact ; b) contribution nationale volontaire de chaque État Membre, la réalisation des objectifs relatifs aux forêts et la mise en œuvre du plan stratégique nécessitant l'action déterminée de tous ; c) critères de transparence et directives ad hoc visant à garantir l'application par le Forum des Nations Unies sur les forêts des principes de responsabilité et de justice sociale à toutes ses parties prenantes.

B.3.2.2 Contribution du grand groupe de la science et de la technologie

32. **Joe Cobbinah** a présenté, au nom du grand groupe de la science et de la technologie, les demandes suivantes : a) élaboration des politiques visant à la restauration des paysages forestiers durant la période 2020-2030, sur la base de données factuelles étayées scientifiquement ; b) respect de l'engagement pris par les États Membres d'Afrique de contribuer au développement de la science et de la technologie à hauteur de 1 % de leur produit intérieur brut, conformément aux plans d'action de Lagos (1980) et de Pretoria (2006) ; c) appui à la collaboration intersectorielle inclusive aux fins de la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts.

B.3.2.3 Contribution du grand groupe des femmes

33. Au nom du grand groupe des femmes, **Cécile Ndjebet** a mis l'accent sur les points suivants : a) reconnaissance par les États Membres des droits de propriété des femmes, octroi de ces droits documents à l'appui, et répartition équitable des bénéfices revenant aux femmes, celles-ci étant les principales dépositaires du savoir autochtone relatif aux forêts et à la biodiversité ; b) élaboration et mise en œuvre par les États Membres de politiques et de lois appropriées visant à garantir aux femmes un mode de possession de la terre, des forêts et des arbres, les régimes fonciers actuels, qu'ils relèvent de la tradition ou du droit, établissant des discriminations à leur égard, ce qui aggrave leur pauvreté et les rend plus vulnérables aux changements climatiques.

B.3.2.4 Contribution du grand groupe des organisations non gouvernementales

34. **Andrey Laletin** a présenté trois demandes majeures : a) engager vivement le Forum des Nations Unies sur les forêts à ne pas considérer les plantations arboricoles en monoculture comme des étendues forestières et en conséquence, exhorter les gouvernements à privilégier le reboisement à des fins de restauration des écosystèmes naturels ; b) ne pas considérer le bois provenant des forêts comme une source bioénergétique industrielle, la combustion du bois dans les centrales électriques ne s'avérant pas sans effet net sur les émissions de dioxyde de carbone ; c) demander aux gouvernements de respecter les droits afférents au régime des terres coutumières, la diversité biologique des forêts étant cruciale pour la souveraineté alimentaire et la santé des populations.

B.3.2.5 Contribution du grand groupe des peuples autochtones et des communautés locales

35. **Lucy Mulenkei** a exposé les trois demandes pressantes de son groupe, comme suit : a) le Forum des Nations Unies sur les forêts devait mettre l'accent sur le renforcement des capacités et sensibiliser davantage aux questions relatives aux forêts et à la biodiversité, afin que toutes les parties prenantes puissent collaborer sur le terrain en s'appuyant sur les travaux de la réunion du groupe d'experts sur le programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024, durant laquelle il a été préconisé de

mener des actions concrètes ; b) les États Membres devaient reconnaître les institutions traditionnelles et les intégrer au débat sur les régimes fonciers, ce qui serait une garantie apportée aux peuples autochtones et aux communautés locales quant à leurs droits en matière de gestion durable des forêts et de la biodiversité ; c) les États Membres devaient admettre que les peuples autochtones jouaient un rôle vital dans la conservation et la gestion des forêts et des autres ressources naturelles grâce au savoir traditionnel qu'ils tenaient de leurs ancêtres (une forme de propriété intellectuelle qui comptait) et qui leur permettait de gérer et de conserver des services liés aux écosystèmes. En conséquence, le grand groupe exhortait le Forum des Nations Unies sur les forêts à tisser des liens avec d'autres mécanismes des Nations Unies comme la Convention sur la diversité biologique, afin de produire des effets de synergie.

B.3.2.6 Contribution du grand groupe des agriculteurs et des petits propriétaires forestiers

36. **Ghanshayam Pandey** a présenté, au nom du grand groupe, les demandes suivantes : a) reconnaissance des capacités des agriculteurs et des petits propriétaires forestiers, auxquels on devait la conservation effective des ressources au fil des ans, en matière de gestion durable des forêts, d'exploitation forestière, de développement, d'accès aux marchés équitables, de technologie et de travail en réseau à des fins d'efficacité ; b) reconnaissance des droits relatifs aux régimes de propriété et d'occupation des forêts des peuples autochtones, des communautés locales et des familles vivant de la forêt par tous les États Membres, le système des Nations Unies, le Partenariat de collaboration sur les forêts et les autres parties prenantes, afin de procurer à ces groupes de population des moyens de subsistance durables et permettre la réalisation des objectifs de développement durable et des objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial d'ici à 2030 ; c) financement approprié de la mise en œuvre des objectifs relatifs aux forêts et du plan stratégique sur les forêts aux niveaux régional et local par le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, les organismes des Nations Unies et les États Membres, ainsi que les financiers privés, et information des peuples autochtones, des communautés locales et des familles vivant de la forêt.

B.3.2.7 Contribution du grand groupe des travailleurs et des syndicats

37. **Coen van der Veer** a présenté, au nom du grand groupe, les demandes suivantes : a) la Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et la Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, ainsi que les autres instruments de protection des droits relatifs au travail validés par l'Organisation internationale du Travail, devaient être ratifiés par tous les gouvernements, lesquels devaient s'engager à les faire appliquer par tous les acteurs du secteur forestier. Les travailleurs forestiers devaient se voir offrir des conditions de travail décentes, bénéficier, entre autres, de la sécurité de l'emploi, de meilleures conditions sanitaires et de plus de sécurité, et recevoir un salaire minimum ; b) les employeurs du secteur forestier devaient considérer les travailleurs et les syndicats comme des partenaires de développement et non comme des groupes de militants qui s'étaient constitués pour s'opposer à eux. En l'absence de travail, il n'y aurait pas de syndicats.

B.3.3 Ensemble des priorités fixées par les grands groupes en contribution au programme de travail quadriennal pour la période 2021-2024

38. La déclaration faite par le grand groupe des organisations non gouvernementales selon laquelle les plantations arboricoles ne pouvaient être considérées comme des forêts a fait débat. Les participants ont fait un certain nombre d'observations à ce sujet : a) la nature produisait elle-même des monocultures ; b) le recours à des monocultures à croissance rapide permettait de produire du bois, d'utiliser une faible superficie de terre et réduisait ainsi les menaces qui pesaient sur les forêts naturelles ; c) certes, les essences ou variétés à croissance rapide étaient souvent exotiques mais pas toujours ; d) la croissance rapide n'était pas propre au milieu de la monoculture ; e) en ce qui concernait les préoccupations liées au manque de diversité biologique, la nature composait parfois une « biodiversité en mosaïque » avec, dans les forêts naturelles, de vastes peuplements forestiers d'une même essence, qui résultaient de conditions environnementales diverses d'une espèce à l'autre.

39. Une longue liste de 18 propositions a été établie à partir des domaines d'intervention susmentionnés auxquels les grands groupes souhaitent donner la priorité dans le programme de travail quadriennal pour la période 2021-2024. Après avoir été examinées à la réunion organisée au titre de l'Initiative des grands groupes, ces 18 propositions ont été réparties dans les quatre grands groupes thématiques suivants : a) *visibilité institutionnelle et participation des grands groupes aux travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts* ; b) *affirmation des droits de propriété de la terre et d'autres biens, en particulier pour les peuples autochtones et les femmes* ; c) *transparence et renforcement des mesures visant à la responsabilisation des parties prenantes* ; d) *capacité d'action des grands groupes* et autres questions. Si les grands groupes adhèrent à la

proposition tendant à accorder plus d'attention à l'action concrète, il leur faut trouver des domaines propices, ce qui pourrait entre autres passer par l'incitation des autres acteurs (notamment les gouvernements) à agir ou à créer les conditions qui permettraient l'action de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts.

Visibilité institutionnelle et participation des grands groupes aux travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts :

40. On trouve dans ce groupe thématique les propositions suivantes :

- a. Diffusion auprès du grand public du contenu du plan stratégique sur les forêts et des objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial afin que ceux-ci aient plus d'impact ;
- b. Reconnaissance des institutions traditionnelles par les États Membres, qui doivent les intégrer au débat sur les régimes fonciers, ce qui sera une garantie apportée aux peuples autochtones et aux communautés locales quant à leurs droits en matière de gestion durable des forêts et de la biodiversité.

Affirmation des droits de propriété de la terre et d'autres biens, en particulier pour les peuples autochtones et les femmes :

41. On trouve dans ce groupe thématique les propositions suivantes :

- a. Reconnaissance par les États Membres des droits de propriété des femmes, qui doivent leur être octroyés documents à l'appui, et répartition équitable des bénéfices revenant aux femmes, celles-ci étant les principales dépositaires du savoir autochtone relatif aux forêts et à la biodiversité ;
- b. Respect par les gouvernements des droits afférents au régime des terres coutumières, la diversité biologique des forêts étant cruciale pour la souveraineté alimentaire et la santé des populations ;
- c. Reconnaissance des droits relatifs aux régimes de propriété et d'occupation des forêts des peuples autochtones, des communautés locales et des familles vivant de la forêt par tous les États Membres, le système des Nations Unies, le Partenariat de collaboration sur les forêts et les autres parties prenantes, afin de procurer à ces groupes de population des moyens de subsistance durables et permettre la réalisation des objectifs de développement durable et des objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial d'ici à 2030 ;
- d. Élaboration et mise en œuvre par les États Membres de politiques et de lois appropriées visant à garantir aux femmes un mode de possession de la terre, des forêts et des arbres, les régimes fonciers actuels, qu'ils relèvent de la tradition ou du droit, établissant des discriminations à leur égard.

Transparence et renforcement des mesures visant à la responsabilisation des parties prenantes :

42. On trouve dans ce groupe thématique les propositions suivantes :

- a. Contribution nationale volontaire de chaque État Membre, la réalisation des objectifs relatifs aux forêts et la mise en œuvre du plan stratégique nécessitant l'action déterminée de tous ;
- b. Respect de l'engagement pris par les États Membres d'Afrique de contribuer au développement de la science et de la technologie à hauteur de 1 % de leur produit intérieur brut, conformément aux décisions prises au titre des plans d'action de Lagos (1980) et de Pretoria (2006) ;
- c. Critères de transparence et directives ad hoc visant à garantir l'application des principes de responsabilité et de justice sociale à toutes les parties prenantes par le Forum des Nations Unies sur les forêts ;
- d. Ratification de la Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et de la Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, ainsi que des autres instruments de protection des droits relatifs au travail validés par l'Organisation internationale du Travail, par tous les gouvernements, lesquels doivent s'engager à les faire appliquer par tous les acteurs du secteur forestier. Les travailleurs forestiers doivent se voir offrir des conditions de travail décentes, bénéficier, entre autres, de la sécurité de l'emploi, de meilleures conditions sanitaires et de plus de sécurité, et recevoir un salaire minimum.

Capacité d'action des grands groupes :

43. On trouve dans ce groupe thématique les propositions suivantes :

- a. Appui à la collaboration intersectorielle inclusive aux fins de la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts ;
- b. Priorité donnée par le Forum des Nations Unies sur les forêts au renforcement des capacités et à la sensibilisation aux questions relatives aux forêts et à la biodiversité, afin que toutes les parties prenantes puissent collaborer sur le terrain, comme préconisé lors de la réunion du groupe d'experts sur le programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024 ;
- c. Accès aux marchés équitables, à la technologie et au travail en réseau à des fins d'efficacité, les agriculteurs et les petits propriétaires forestiers étant les garants de la conservation effective des ressources au fil des ans ;
- d. Financement approprié de la mise en œuvre des objectifs relatifs aux forêts et du plan stratégique sur les forêts aux niveaux régional et local par le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, les organismes des Nations Unies et les États Membres, ainsi que les financiers privés, et information des peuples autochtones, des communautés locales et des familles vivant de la forêt ;
- e. Traitement des travailleurs et des syndicats en tant que partenaires de développement par les employeurs du secteur forestier et non en tant que groupes de militants s'étant constitués pour s'opposer à eux. En l'absence de travail, il n'y aurait pas de syndicats ;
- f. Élaboration des politiques visant à la restauration des paysages forestiers durant la période 2020-2030, sur la base de données factuelles étayées scientifiquement ;
- g. Reconnaissance des capacités de gestion durable des forêts, d'exploitation forestière et de développement des agriculteurs et des petits propriétaires forestiers.

Mesures diverses :

44. On trouvera ci-après d'autres propositions formulées par les participants :

- a. Ne pas considérer les plantations arboricoles en monoculture comme des forêts et faire en sorte que la restauration des forêts privilégie les écosystèmes naturels (demande du grand groupe des organisations non gouvernementales au Forum des Nations Unies sur les forêts) ;
- b. Ne pas considérer le bois provenant des forêts comme une source bioénergétique industrielle, la combustion du bois dans les centrales électriques ne s'avérant pas sans effet net sur les émissions de dioxyde de carbone (demande du grand groupe des organisations non gouvernementales) ;
- c. Reconnaître que les peuples autochtones jouent un rôle vital dans la conservation et la gestion des forêts et des autres ressources naturelles grâce au savoir traditionnel hérité de leurs ancêtres, qui leur permet de gérer et de conserver des services liés aux écosystèmes (demande aux États Membres).

**C. RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DE LA QUINZIÈME SESSION
DU FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS CONCERNANT
LA CONTRIBUTION DES GRANDS GROUPES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
À CETTE ACTION**

45. Les participants ont estimé préférable d'exprimer leurs intentions dans une « Déclaration d'engagement en faveur de l'action forestière » pour qu'elle soit transmise, comme suit, à la quinzième session du Forum, dans le cadre de son débat de haut niveau (encadré 3) :

**RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DE LA QUINZIÈME SESSION DU FORUM
DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS CONCERNANT LA CONTRIBUTION
DES GRANDS GROUPES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À CETTE ACTION**

Encadré 3 : Déclaration d'engagement en faveur de l'action forestière

À la réunion organisée au titre de l'Initiative des grands groupes, qui s'est tenue du 3 au 5 mars 2020 à l'Office des Nations Unies à Nairobi, nous, les grands groupes présents, attachés à l'association que nous formons de longue date avec le Forum des Nations Unies sur les forêts :

1. **Avons considéré** que, depuis 1995, date à laquelle la Commission du développement durable, à sa troisième session, a créé le Groupe intergouvernemental spécial à composition non limitée sur les forêts, lequel a connu des évolutions successives jusqu'à devenir l'actuel Forum des Nations Unies sur les forêts, le dialogue mondial sur les forêts avait permis d'accomplir des progrès notables en contribuant à appeler l'attention de façon durable sur l'action relative aux forêts, à clarifier les questions pertinentes, à proposer les améliorations requises et à recenser les interventions nécessaires ;
2. **Avons noté avec inquiétude** que la mise en œuvre de mesures concrètes sur le terrain avait pris beaucoup de retard par rapport au dialogue politique, la situation des forêts n'étant pas beaucoup plus encourageante aujourd'hui qu'à l'époque de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (« Sommet de Rio »), et s'étant dans certains cas aggravée ;
3. **Avons constaté** que les gouvernements des États Membres étaient de plus en plus nombreux à prendre la mesure de l'écart qui existait entre les ambitions en matière de gestion durable des forêts et l'action menée pour remédier à cette situation insatisfaisante ;
4. **Avons observé** que la communauté d'intérêt que constituait le Forum des Nations Unies sur les forêts faisait preuve d'une détermination croissante et avait entrepris de souligner avec davantage d'insistance qu'il importait de prendre des mesures concrètes, ce message ayant été formulé le plus clairement à la réunion du groupe d'experts tenue à Genève du 4 au 9 novembre 2019 en prévision de la quinzième session du Forum ;
5. **Avons noté** que cette communauté d'intérêt avait estimé, à la même réunion préparatoire, qu'il était indispensable d'agir en faveur des forêts dans le contexte d'autres utilisations des terres et de promouvoir à cette fin l'adoption d'une approche intersectorielle permettant de relever les défis liés aux forêts ;
6. **Avons estimé** que le travail intersectoriel correspondait justement à notre manière de procéder et répondait à la vision intégrée du développement adoptée par les populations que nous servons ;
7. **Avons considéré** qu'en notre qualité de grands groupes œuvrant au plus près des collectivités et des groupes sociaux à tous les niveaux et dans tous les pays (en particulier au niveau infranational), nous pourrions aider plus efficacement la société à mener une action d'envergure sur le terrain, en coopération avec les autorités nationales et locales des États Membres, notamment en tirant les enseignements des expériences passées ;
8. **Avons reconnu** que, en tant que catalyseurs de la société civile, nous pouvions tirer parti de nos compétences particulières pour assumer davantage de responsabilités, agir avec plus de force et de façon moins dispersée et collaborer plus largement avec les autres parties prenantes afin de mettre toute l'énergie de la société au service des forêts ;
9. **Proposons à présent**, dans le cadre du programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts pour la période 2021-2024, d'accorder une attention particulière aux points ci-après, tout en demandant instamment aux gouvernements des États Membres et aux organisations non gouvernementales du monde entier, membres ou non du Partenariat de collaboration sur les forêts, de s'associer à nos travaux. Pour atteindre les objectifs souhaités, nous, les grands groupes œuvrant aux côtés du Forum des Nations Unies sur les forêts, nous engageons à :
 - a. *motiver et mobiliser la société pour l'amener de nouveau à assumer ses responsabilités* dans l'action menée dans tous les pays en faveur de l'extension du couvert forestier et de la restauration des forêts, en concentrant les efforts là où la menace qui pèse sur les forêts et le couvert arboré est la plus grande ;
 - b. *privilégier et renforcer*, dans l'esprit de la réunion préparatoire de la quinzième session du Forum, *les approches intersectorielles* de nature à permettre des interventions plus énergiques en faveur des forêts dans

le contexte de l'utilisation globale des terres, et mettre à jour à cette fin nos plans de travail pour la période 2021-2024 de façon à assurer la cohérence interne ;

- c. *accepter que*, parmi les raisons d'accélérer l'action en faveur des forêts, *le rétablissement des fonctions des écosystèmes a la primauté*, tout en continuant également – dans l'esprit du Sommet de Rio – de contribuer à l'équilibre entre les fonctions environnementales, économiques et sociales des forêts ;
- d. *aider à mettre à profit l'énergie qu'une société civile motivée peut apporter* à l'action en faveur des forêts lorsqu'elle est encouragée à agir avec volontarisme et abnégation, principaux moteurs de l'action en faveur des forêts, et à cette fin, mettre l'accent sur la mobilisation de la société, la recherche de financements nouveaux et supplémentaires devant être considéré comme un facteur plutôt qu'un moteur de notre engagement ;
- e. saisir l'occasion que représente la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts pour *exhorter les gouvernements des États Membres et les autres parties prenantes*, membres ou non du Partenariat de collaboration sur les forêts, à approuver la présente décision et à prendre de leur côté les engagements correspondants ;
- f. *engager en outre les gouvernements des États Membres à renforcer les moyens d'agir des autorités locales*, qui travaillent au plus près des populations, afin qu'elles soient plus présentes dans l'action en faveur des forêts, sachant que l'action de terrain exige presque toujours la collaboration des collectivités locales et que celles-ci sont absentes du dialogue mené sur les forêts depuis le Sommet de Rio, où elles ont pourtant fait l'objet de la création d'un grand groupe ;
- g. *engager le Forum des Nations Unies sur les forêts, dans le cadre de sa quinzième session*, à prendre des dispositions pour permettre à des États Membres (jusqu'à 10) de se porter volontaires pour intensifier l'action à l'appui d'une intervention concrète en faveur des forêts, ces pays devant de préférence respecter le critère de représentation géographique. Les pays volontaires symboliseraient la mobilisation de la société en faveur des forêts et bénéficieraient du soutien de l'ensemble des grands groupes, dans un esprit de solidarité et de coordination ;
- h. *exhorter les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts à travailler main dans la main avec les grands groupes* pour faire en sorte que l'action en faveur des forêts, par-delà le dialogue, améliore concrètement le quotidien des populations ;
- i. *demander au Forum d'inclure les grands groupes parmi les bénéficiaires de l'aide accordée par le Réseau mondial de facilitation du financement forestier dans le cadre de la mobilisation de fonds* (notamment en matière de renforcement de la capacité d'élaborer des projets pouvant bénéficier de concours bancaires) en faisant figurer les organisations et entités relevant des grands groupes dans la liste des États Membres et des entités régionales et sous-régionales pouvant demander le soutien du Réseau en vertu des lignes directrices adoptées à cette fin par le Forum à sa treizième session.

46. Pour la réunion tenue à Nairobi en 2020 à l'initiative des grands groupes, les participants sont convenus de se tourner résolument vers l'avenir. Mais pour regarder vers l'avenir, il n'en faut pas moins s'appuyer sur les décisions et les actions du passé. Parmi les plus pertinentes à cet égard, on peut citer les réflexions et les décisions issues de la réunion des grands groupes tenue à Bangkok en janvier 2019 pour la période 2019-2020. Elles constituent ce sur quoi les grands groupes doivent, dans l'immédiat, fonder leur action pour la période 2021-2024. On trouvera les décisions adoptées à Bangkok dans l'encadré 4.

Encadré 4 : Actions entreprises par les grands groupes et la société civile pour institutionnaliser la participation à la gestion durable des forêts

À leur réunion de janvier 2019 à Bangkok, les grands groupes affiliés au Forum des Nations Unies sur les forêts ont discuté des mesures à prendre pour institutionnaliser et structurer leur contribution à la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts et des cibles connexes, ainsi que de leurs liens avec le programme de travail quadriennal du Forum, dans le souci d'éviter de procéder de façon parcellaire, au coup par coup.

Ils ont adopté des plans de travail et prévu de structurer leur collaboration à tous les niveaux : mondial, régional et national. Mais ils entendaient structurer également leur concertation avec d'autres organes

intergouvernementaux (tels que le Partenariat de collaboration sur les forêts, les entités non gouvernementales, les organisations à but lucratif ou non lucratif ou des acteurs philanthropiques dans le domaine des forêts et de la sylviculture). Les grands groupes réunis à Bangkok ont décidé notamment de prendre les mesures suivantes :

- a. Dans un premier temps, rapprocher encore leurs plans de travail des objectifs mondiaux relatifs aux forêts et des cibles associées, ainsi que des objectifs de développement durable. Il s'agit notamment d'envisager la situation d'un point de vue d'ensemble sans perdre de vue les attributs particuliers des grands groupes qui leur permettent de transposer les accords internationaux au niveau local, dans la société ;
- b. À cette fin, recourir à la sensibilisation et à la communication (vulgarisation) pour transmettre le message sur le terrain, tout en s'efforçant d'amener les gouvernements à prendre en compte les collectivités locales et la société civile dans les processus de planification ;
- c. En se concertant avec les institutions mondiales, pour assurer la cohérence des politiques et des programmes, institutionnaliser la concertation dans l'intérêt de la gestion durable des forêts, à la faveur, notamment, de manifestations parallèles et de réunions spécialisées telles que l'Initiative des grands groupes, organisées en marge de manifestations internationales auxquels tous contribuent. Des initiatives correspondantes s'imposent aux niveaux national et local, impliquant une collaboration avec les gouvernements nationaux et locaux, le monde de l'entreprise et les collectivités locales ;
- d. Peser en faveur d'une action politique à un niveau suffisamment élevé pour susciter des actions concrètes. Les grands groupes ont estimé que lorsqu'ils mettent en place des structures multipartites capables d'enclencher des actions et de demander des comptes, les gouvernements devraient pouvoir compter sur eux pour les aider à mobiliser la société, à renforcer les capacités des petits exploitants et des communautés autochtones et locales afin qu'ils soient à même d'obtenir le respect et la mise en œuvre du principe du consentement préalable, libre et éclairé ainsi que de mécanismes de plainte et de réparation, et à diffuser les meilleures pratiques et les enseignements tirés en matière de gestion durable des forêts. Les grands groupes pourraient aussi faire pression en faveur de mesures incitatives qui permettent la mobilisation de ressources nationales parallèlement aux appels de fonds lancés au niveau international, par exemple à l'intention du secteur privé, à tous les niveaux, y compris les petits propriétaires forestiers et les communautés ;
- e. Dans le cadre de leur concertation structurée avec les gouvernements, jouer un rôle de surveillance afin d'obliger ces derniers à rendre des comptes lorsqu'ils élaborent des lois en matière de gestion durable des forêts, plaident pour une gestion durable des forêts et appliquent les critères et indicateurs aux niveaux national et opérationnel. Les grands groupes ont également souhaité faire pression pour la création de plateformes de dialogue permettant de mettre au point une vision et une compréhension communes et contextualisées de la gestion durable des forêts réunissant toutes les parties prenantes à différents niveaux ; et renforcer le dialogue politique aux fins de la gestion durable des forêts, ainsi que de la cohérence des politiques et des programmes ;
- f. **Incorporer les objectifs mondiaux relatifs aux forêts ainsi que les cibles associées à leurs plans et programmes sur la question, en s'appuyant sur le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts.** Ils ont estimé que leur plan de travail gagnerait à être sous-tendu par la mobilisation des ressources, la recherche, et l'accès à des données précises et fiables, qui permettent d'étayer l'engagement en faveur des objectifs mondiaux relatifs aux forêts. Ils ont estimé que s'ils disposaient de ressources suffisantes, ils seraient bien placés pour entreprendre le renforcement des capacités (formation, séminaires) de leurs propres mandataires et parties prenantes, y compris les gouvernements.

47. Bien qu'à leur réunion de 2019 à Bangkok, les grands groupes aient élaboré leur plan de travail général pour la période allant jusqu'à 2020 (de façon synchrone avec le programme de travail quadriennal du Forum des Nations Unies sur les forêts), ils n'ont pas encore prorogé la période couverte jusqu'à 2024. Il sera procédé à cette prorogation au cours de la période à venir (mais postérieurement à l'élaboration du présent rapport), sachant qu'elle pourrait s'accompagner d'une restructuration du plan de travail, visant à indiquer plus clairement les activités menées au titre de chaque objectif mondial relatif aux forêts. Étant donné qu'à la réunion tenue à leur initiative à Nairobi en mars 2020, le désir exprimé par les grands groupes était de se concentrer sur des actions pratiques sur le terrain susceptibles de permettre un progrès rapide de l'état et de la

superficie des forêts, leurs plans de travail restructurés (plans généraux couvrant l'ensemble des grands groupes, assortis de sous-plans particuliers pour chacun d'entre eux) donneront inévitablement la priorité à l'objectif mondial n° 1. Toutefois, les objectifs mondiaux relatifs aux forêts sont corrélés, de sorte que les grands groupes contribueront également aux actions des autres parties prenantes dans le cadre des cinq autres objectifs mondiaux relatifs aux forêts et en bénéficieront.

D. VUES DES GRANDS GROUPES INITIALEMENT DESTINÉES À CONTRIBUER AU DÉBAT DE HAUT NIVEAU DE LA QUINZIÈME SESSION DU FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS ET À SA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

48. Au moment de la réunion tenue à Nairobi à l'initiative des grands groupes, la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts prévoyait un débat de haut niveau. Afin d'y contribuer, les participants ont examiné un certain nombre de points essentiels qu'ils souhaitaient voir abordés à ce débat. Il reste pertinent de soumettre à l'attention du Forum des Nations Unies sur les forêts à sa quinzième session les points mis en exergue, qui sont présentés ci-après.
49. **Njeri Kariuki**, représentant le secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, a brièvement présenté les thèmes du débat de haut niveau de la quinzième session du Forum au titre du point 8 de l'ordre du jour provisoire de la session ; celui de la table ronde 1 était « Les forêts : une solution efficace fondée sur la nature pour relever les défis mondiaux » et celui de la table ronde 2, « Réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts et du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts d'ici à 2030 : accélération des actions menées et de leurs effets sur le terrain ». Pour faire une différence dans l'un ou l'autre de ces domaines, il importe que tous les acteurs se remettent en question en agissant non pas juste de manière à suivre au minimum les règles de procédure du Forum des Nations Unies sur les forêts et les différentes améliorations politiques ou stratégiques, mais par des interventions ambitieuses qui permettent d'augmenter le couvert forestier, en plus d'améliorer l'état des forêts par des opérations de restauration et de lutter pour le maintien de paysages arborés.
50. Au cours de la discussion, les participants ont également noté que la troisième session du **forum de partenariat sur les forêts associant les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, les responsables d'organisations non gouvernementales et les dirigeants d'entreprises du secteur privé** se tiendrait l'après-midi du 7 mai pendant le débat de haut niveau, ce qui donnerait l'occasion aux grands groupes de transmettre certaines de leurs idées. Ils pourraient, en particulier, inviter les autres parties prenantes à mener en partenariat avec eux des actions traduisant des ambitions accrues, sous la forme d'actions de collaboration plus fortes, cohérentes et participatives visant l'objectif d'un taux de déforestation nul, pour lequel leur désir de voir les forêts remises en état et développées dans un contexte plus large d'utilisation des terres serait une approche importante.
51. S'agissant de la table ronde 1, les participants ont généralement estimé que l'on pourrait facilement tirer parti, dans le cadre de son thème, « Les forêts : une solution efficace fondée sur la nature pour relever les défis mondiaux », des idées développées au titre de l'Initiative des grands groupes et du thème de la restauration des paysages forestiers. Les grands groupes étaient très favorables à l'inscription de ce thème au programme du débat de haut niveau de la quinzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts et ont exprimé l'espoir d'être représentés à cette table ronde, à laquelle seraient présentes des organisations non gouvernementales, pour avoir l'occasion d'expliquer comment la restauration des forêts pouvait être au cœur de la solution d'un certain nombre de problèmes mondiaux, comme les changements climatiques et la reconstitution des écosystèmes.
52. Les participants ont particulièrement apprécié le thème de la table ronde 2 de la quinzième session du Forum. Il serait souhaitable que l'ensemble de la quinzième session – tant la session principale que le débat de haut niveau qui la suivra – s'imprègne du caractère pragmatique du thème de cette table ronde. Étant donné qu'au cours de sa longue existence, le Forum des Nations Unies sur les forêts, de même que ses précurseurs, a aplani de nombreuses difficultés politiques, les grands groupes estiment que toutes les parties prenantes [gouvernements, donateurs commerciaux et philanthropiques, organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts et société civile (y compris les grands groupes eux-mêmes)] devraient maintenant passer à l'action. Pour ce faire, elles doivent mobiliser les énergies dans l'ensemble de la société en incitant chacun à agir, y compris par des contributions en nature, et en mobilisant la collectivité par tous les moyens susceptibles d'amener la population à agir dans son propre intérêt. Les grands groupes étant très présents au niveau local, ils devraient jouer un grand rôle dans cette motivation et cette mobilisation de la société.

53. Se penchant sur la meilleure façon de procéder dans le cadre d'une action concrète sur le terrain, les participants à la réunion convoquée à l'initiative des grands groupes ont estimé que la restauration des paysages forestiers était à cet égard déterminante. Il s'agit en effet d'un moyen approprié de donner suite aux ambitions exprimées à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, dans les conventions et traités de la CNUED sur la diversité biologique et sur la désertification et la sécheresse, s'agissant de la capture du carbone, comme moyen de lutte contre le réchauffement climatique, ainsi qu'aux actions, tel le Défi de Bonn, convenues à un titre ou un autre en faveur du reverdissement. Comme il a été expliqué plus haut, les grands groupes avaient également examiné, à une réunion antérieure, la manière d'institutionnaliser leur concertation dans le cadre de l'action menée pour réaliser le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts et les objectifs mondiaux relatifs aux forêts. Leurs décisions d'alors restent valables (encadré 3).
54. Toutefois, *pour l'objectif de la table ronde 2, la « restauration » ne suffit pas : le monde doit aussi augmenter la superficie nette des forêts, des régions boisées et des paysages arborés*. C'est particulièrement le cas dans les nombreux pays caractérisés par un faible couvert forestier. Par conséquent, outre la restauration des forêts ou zones boisées dégradées, les grands groupes estiment que le Forum des Nations Unies sur les forêts devrait s'engager, à sa quinzième session, à boiser une importante superficie supplémentaire. Les forêts nouvelles et supplémentaires, les forêts mosaïques, les petits peuplements forestiers et les arbres composant les systèmes d'utilisation mixte des sols devraient offrir une grande variété afin de satisfaire une multitude d'objectifs environnementaux, économiques et sociaux. Le boisement ne devrait pas se limiter aux monocultures mais prévoir également des forêts et des zones arborées où coexistent plusieurs utilisations des terres.
55. En outre, certains participants ont estimé que la forme que revêtirait la restauration des paysages ne pouvait pas être préjugée avant la tenue de la quinzième édition du Forum des Nations Unies sur les forêts et que ce dernier lui-même ne pouvait prescrire une conception unique de cette restauration valant pour tous les pays, certains pouvant être caractérisés par une intégration prédominante des utilisations du sol, tandis que d'autres ont une prédilection pour les mosaïques présentant une utilisation contrastée des terres, et que d'autres, encore, offrent un équilibre des deux.
56. Les grands groupes estiment également qu'une action concrète adéquate ne saurait être mise en œuvre uniquement dans le cadre du programme de travail quadriennal et qu'elle doit s'assortir d'une mobilisation sociale ambitieuse, ce pour quoi il faudra des politiques incitatives stables, des capacités institutionnelles (tant modernes que traditionnelles) propres à mobiliser les masses, et une communication et une éducation du public de nature à amener les collectivités et les autres institutions à assumer la responsabilité du renouvellement et de la croissance de leurs forêts et de leurs bois. En l'absence d'incitations, et d'une action de mobilisation et de responsabilisation de la société, on ne saurait espérer de succès durable à grande échelle.
57. Au cours de la discussion, les participants ont également noté que la troisième session du **forum de partenariat sur les forêts associant les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, les responsables d'organisations non gouvernementales et les dirigeants d'entreprises du secteur privé** se tiendrait l'après-midi du 7 mai pendant le débat de haut niveau, ce qui donnerait l'occasion aux grands groupes d'exposer certaines de leurs idées. Ils pourraient, notamment, se proposer à d'autres parties prenantes comme partenaires stratégiques dans cette action. Ils pourraient également mettre en exergue leur attachement à une coopération plus importante entre les grands groupes ainsi que leurs ambitions collectives, revues à la hausse en vue d'atteindre l'objectif d'un taux de déforestation nul, pour lequel ils désirent adopter des méthodes d'utilisation des terres forestières qui profitent à tous.

ANNEXES

Annex 1: Agenda**Day 1 - Workstream 1**

Agenda Item	Segment Topic	UNFF agenda link	Time/Content	Responsible	Operationalization
1.0	Official opening		09:00/ Welcome	Chair + UNFFS	
1.1	Presentation of MGI structure and objectives		9:30/ MGI Agenda Presentation Presentation of central MGI objectives	MGCY	Brief elaboration of objectives, which have been circulated among participants beforehand.
1.2.1	Informal Introduction of participants		9:40/ Giving participants an overview of who is in the room and getting people to talk to each other	MGCY	Short interactive exercise to get to know each other
1.2.2	Formal Introduction		9:50/ Gathering of MGs expectations	MGCY	Each MG discusses for 10min what their expectations and goals are for the MGI - Documented on post-its Each MG presents briefly what they expect from the MGI - 3min presentation of each MGs
1.3	Reflection on the progress made of MGs towards the implementation of the UNSPF	Item 4	10:35/ Presentation of MGs on their achievements towards the UNSPF and the GFGs	Facilitation by Mafa	Every MG presents what its constituency has been doing towards achieving the UNSPF and GFGs (10 min; presentation to be prepared before MGI from every MG) Q&A round of 5 min will take place to discuss achievements, possibilities and challenges
1.4	Creating common ground		13:20/ Participants are introduced to UNFF 15 and informed about the EGM discussions and current status on the	Facilitation by Mafa Input from: UNFFS	Information on 4POW, GFFFN and UNFF15 should be presented within 10 to 15min with

Agenda Item	Segment Topic	UNFF agenda link	Time/Content	Responsible	Operationalization
			development of the 4POW and GFFFN	(UNFF15), Joe (GFFFN) and Andrei (4POW)	additional 5-10min Q&A per topic
1.5	Developing a MG IDF action plan	Item 3a	15:00/ Gathering informational resources for IDF 2020	Facilitated by MGCY	<p>30min group work inside respective MGs:</p> <p>Working out 3-5 informative facts about Forests and Biodiversity</p> <p>Working out in 3-5 sentences, why Forest and Biodiversity is important to their MG</p> <p>30min presentation of results from MGs</p> <p>MGCY will translate MG group work on forest and biodiversity into illustratable media content.</p>
1.6	Wrap-up: Steering Committee only		16:00/Summarizing main outputs from Day 1	Facilitation by Mafa: Closed session for the Steering Committee members only	

Day 2 - Workstream 2

Agenda Item	Segment Topic	UNFF agenda link	Time/Content	Responsible	Operationalization
2.0	Recap Day 1		09:00/ Presentation of central output from Day 1	Mafa	
2.1	Co-Creating a common understanding of this year's topic (Cross-sectoral collaboration for inclusive forest landscapes)	Item 8 (HLS Roundtable 1)	09:15/ Presentation of concepts relevant for understanding and working through the MGI central topic	Presentation by MGCY on central concepts	Rationale of the central topic and entangling the concept of inclusive forest landscapes
2.2	UNEP and cross-sectoral collaboration in the UN Decade on Ecosystem Restoration		9:45/ Presentation	Ms. Musonda-Mumba (UNEP)	
2.3	Illustrating potentials/best-practices for means of implementation on cross-sectoral collaboration for inclusive forest landscapes	Item 8 (HLS Roundtable 1)	10:30/ 1-2 cases from practice will be illustrated based on contribution to the implementation of integrative landscape approaches and inclusive forest landscapes through cross-sectoral collaboration	External guest	Presentation by Dr. Waterman on a best practice case (Moringa tree), which demonstrates an integrative landscape approach and contributes to the achievement of inclusive forest landscapes.
2.4	Putting best practice cases into context of cross-sectoral collaboration for inclusive forest landscapes	Item 6 Item 8 (HLS Roundtable 1) Item 3a	11:10/ Putting the illustrated business cases into broader context of Integrative landscape approaches and existing landscape finance mechanism for reforestation, SFM, and improving forest community livelihoods	MGCY	Contextualizing best practice → demonstrating its contribution to inclusive forest landscapes
2.6	MG lessons learned with regards to cross-sectoral collaboration for inclusive forest landscapes	Item 6 Item 8 (HLS Roundtable 1)	12:30/ Exchange of MG perspectives on central topic and experiences associated with cross-sectoral	Facilitated Group Work MGCY and External	MGs are split into two rooms; each MG chooses one case with regard to the central topic and discusses associated positive

		Item 9	collaboration as well as identification of difficulties for implementation Exchanging ideas how to overcome experienced difficulties from MGs	Expert supports MGs in identifying	aspects, challenges and opportunities Each MG presents their findings in the respective rooms; Group documents potential and barriers to success for each case
2.7	Shaping UNFF 15 and 4 POW	Discussion of MG experiences with cross-sectoral collaboration for inclusive forest landscapes		Facilitated by Mafa and MGCY	MGs come back together into one room and share their cases and experiences
2.8	Wrap-Up			Njeri and Mafa	
2.9	Networking reception (Connecting MG Stakeholders)		Restaurant visit to foster trust, exchange and personal relationships for improved future collaboration between MG stakeholders		

Day 3 - Workstream 3

Agenda Item	Segment Topic	UNFF agenda link	Time/Content	Responsible	Operationalization
3.0	Shaping the 4POW	Item 8 Item 6	09:00 / Formulation of 2-3 statements per MG	MGCY	MGs formulate clearly defined statements to member states and CPF members. Presentation of statements by each MG.
Coffee Break (10:30; 15min)					

3.1	Development of MG action plans		10:45/ Every MG is invited to concretise ideas and develop clear MG activities that should be achieved in the coming two years	Interactive Facilitation MGCY	Each MG formulates activities for the upcoming 2 years by identifying the reason (problem), activity, vision and resources.
Lunch break (12:15; 60min)					
3.2	Presentation of MG work plans and Possibilities for cross sectoral collaboration		13:15/ Presentation of MG activities; necessary resources and possibilities for collaboration among various MG	Facilitated Group Work by MGCY	Each MG presents their planned activities and where they see possibilities for cross-sectoral collaboration
Coffee Break (3:00; 15min)					
Agenda Item	Segment Topic	UNFF agenda link	Time/Content	Responsible	Operationalization
3.3	Feedback round on MGI		15:15 Final report content	Mafa	Identification of most relevant content to be included in the final report.
3.4	Official Closing		9:00/ Welcome	Chair + UNFFS	
3.5	Wrap-up: Steering Committee only		16:00/ Summarizing major MGI outputs	Facilitation by Mafa; Closed session for the Steering Committee members only	Agreement on key points to be included in the report and way forward; organizational matters, i.e. UNFF side event; MGI report contributions

Annex 2: List of participants

* Based in Kenya

	Organization	Name
1	Association of Family Forestry Owners Nepal (AFFON)	Ms. Aarati Pathak
2	Association of Family Forestry Owners Nepal (AFFON)	Mr. Padam Bahadur K C
3	Alliance d'Appui et de promotion des Aires du Patrimoine Autochtone et Communautaire (ANAPAC-RD Congo)	Mr. Joseph Mukumo Itongwa
4	African Indigenous Women 's Organization (AIWO)	*Ms. Mariya Sabato Letitoyia
5	African Women's Network for Community Management of Forests (REFACOF) – Cameroon	Ms. Cecile Ndjebet
6	ARA	Mr. Gerhard Friedrich Wolfgang Kuhlmann
7	Holarctic Bridges (Biodiversity and Environment conservation	Ms. Elena Kreuzberg
8	Building and Wood Workers International (BWINT)	Mr. Coen van der Veer
9	International Family Forestry Alliance (IFFA)	*Mr. Charles Njuguna Nyanjui
10	CAFT Cameroun	Mr. Patrice Pa'ah
11	International Forestry Students' Association (IFSA)	Ms. Celina Schelle
12		Mr. Steffen Dehn
13		Mr. Pragyan Raj Pokhrel
14		Ms. Misaki Takahashi
15		Mr. Frederik Buchholz
16		Mr. Amos Amanubo
17		Mr. Amaitum Joshua Elukut
18	The Kenya Forestry Research Institute (KEFRI)	*Ms. Mercy Gichora

	Organization	Name
19	Cameroon Ecology	Ms. Iris Flore Ngo Nken Bayang
20	Global Forest Coalition	Mr. Andrey Laletin
21	Federation of Community Forestry Users Nepal (FECOFUN)	Mr. Ghanshyam Pandey
22	Federation of Community Forestry Users Nepal (FECOFUN)	Ms Parbata Gautam
23	Federation of Community Forestry Users Nepal (FECOFUN)	Ms. Bharati Pathak
24	Nirmanee Development Foudation	Mr. Nimalasiri Hewanila Hewadhura Gedera
25	Coordinadora Ecuatoriana de Organizaciones para la Defensa de la Naturaleza y el Medio Ambiente, CEDENMA	Ms. Martha Nuñez
26	Paran Women Group/ IAITPTF	*Ms. Beatrice Nayian Kiplagat
27	Rede Mulher Florestal	Ms. Mariana Schuchovski Gaziri
28	MICAIA Foundation	Ms. Milagre Nuvunga
29	La Asociación de Forestería Comunitaria de Guatemala Ut'z Che' (UTZCHE)	Mr. Edy Yovani Alvarado Salazar
30	Indigenous Information Network/ IAITPTF Kenya	*Ms. Lucy Mulenkei
31	The International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of the Tropical Forests – Kenya (IAITPTF)	*Ms. Cindy Kobei
32	The Greens Movement of Georgia / Friends of the Earth Georgia	Mr. Avtandil Geladze
33	The Network for Natural Gums and Resins in Africa (NGARA)	*Mr. Ben Chikamai

	Organization	Name
34	The Network for Natural Gums and Resins in Africa (NGARA)	*Mr Robinson Kiragu Ngethe
35	Timber and Wood-Workers' Union (TWU)	Mr. Mark Ofori Asante
36	Vi Agroforestry - Kenya	*Ms. Wangu Mutua
37	Tinkunkaku Kolla Indigenous Community	Mr. Abelino Palacios
38	Red Mexicana de Organizaciones Campesinas Forestales, A. C. (Red Mocaf)	Mr. Erik Ossiel Torres Mireles
39	Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN) - Uganda	Ms. Gertrude Kabusimbi Kenyangi
40	CSIR-Forestry Research Institute of Ghana (FORIG)	Mr. Joseph Cobbinah
41	CSIR-Forestry Research Institute of Ghana (FORIG)	Mr. Ernest Foli
42	Forest Stewardship Council (FSC)	*Mr. Paul Opanga
43	Uganda Forestry Association - Kampala	Mr. David Walugembe
44	Unissons-nous pour la Promotion des Batwa (UNIPROBA)/IAITPTF	Mr. Emmanuel Nengo
45	Women Movement for Sustainable Development (WOMSUD)	Ms. Monica Sia Nyorkor Moore
46	University of Ibadan - Nigeria	Dr. Adejoke Olukemi Akinyele
47	United Nations Forum on Forests - Secretariat	Ms. Afsa Kemitale-Rothschild
48	United Nations Forum on Forests - Secretariat	Ms. Njeri Kariuki
49	United Nations Forum on Forests - Secretariat	Mr. Mafa Chipeta
50	University of California, Davis and visiting scientist from the World Agroforestry Centre in Nairobi	* Dr. Carrie Waterman

Annex 3: MG expectations from the MGI and highlights of their experiences in the past few years**(a) Tabulation of MG expectations and highlights of experience**

Major Group	Expectations from MGI	Highlights from experiences in past few years	Some observations from experience ⁴
Farmers and small landowners	<p>They wanted to share their experiences and those of other MGs;</p> <p>to learn of the experiences of local communities; and</p> <p>to thereby gain clearer understanding.</p>	<p>Strengthening peoples organisations in a number of countries including for rights advocacy and general capacity building.</p> <p>Actual management of forestry/tree value chains.</p> <p>Mainstreaming gender.</p> <p>Examples given from Nepal (niche markets especially of indigenous forest products ignored by large players, community forestry including a planned workshop); Kenya (standards improvement including FSC, product aggregation for markets, diversification beyond timber);</p> <p><u>Plans:</u></p> <p>Convening in next 3 years a meeting to exchange experiences in depth.</p> <p>Add commercial/marketing dimension to activities – not just timber but also fruit, etc</p> <p>Continue all the above under the UNFF Global Forest Goals (GFGs)</p>	<p>In Nepal, there is still confusion about how to integrate marginal people, which is proving very difficult: various approaches leave the issue unresolved, whether operating at watershed, river basin or other scale of resource management.</p> <p>Local government can't easily accept smallholder involvement in decision-making.</p>
Indigenous Peoples	<p>To get / gain clearer understanding off objectives;</p> <p>to clarify process of the MGI and how to work towards action on the ground.</p>	<p>Many IPs have been involved in Management of forests at the local levels and some of them at the national levels though the different laws on land and forest have not been very clear on their role in the management.</p> <p>They too have developed a Strategic Plan. The work plan developed is being reviewed collectively to ensure effective participation and involvement at all levels.</p> <p>So far challenges have been lack of financial support to implement fully the work plan. However despite the challenges the MGs has kept active by putting in some intervention that to have and will continue to ensure:</p>	

⁴ In response to questions on institutional cross-sectional approaches and on how to influence territorial planning. Responses were generally anecdotal rather than structured.

		<ul style="list-style-type: none"> • Awareness creation and information sharing and enhance communication among IPs on forest issues with a focus on the objectives of UNSPF and Agenda 2030 • Continue developing membership and mapping out the Indigenous Organizations and network working on forests • Promoting mutual accountability for commitments made and statements of intent in the UNSPF and Agenda 2030 • Strengthening and building IPs capacities on advocacy and resource mobilization for effective action <p>Challenges</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inadequate/lack community involvement • Lack of clear Land tenure laws that many at times cause insecurity and conflict among communities • Lack of extension for services to assists communities • Disconnection between policies and implementation • Lack of water access • Lack of cooperation from youth and other actors for data collection • Lack of consensus • Lack of access of resources and inclusiveness in benefit sharing of resources • Inadequate civil and community participation/representation • Minimum wage in the extractive industry <p>Best practices/opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> • Strengthening voice of Indigenous Peoples and Local Communities (IPLCs) • Strengthening law literacy • Awareness creation • Knowledge of forest conservation 	
--	--	---	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Best Practices/opportunities • Political power • Conduct Outreach • Conduct advocacy meetings with decision markers • Stakeholders collaboration • Carry out media engagements • Experience sharing • Conduct field visits • Carried out outreach activities and advocacy groups • Social media involvement • Availability of financial investment for planting • Networking • Experience sharing • Capacity development • Social media connection • Social audits are conducted at disbursed production facilities • Technical teaching/learning • CSO conducted advocacy for the adaptation of the international framework 	
<p>Non-Governmental Organizations</p>	<p>To communicate information from member NGOs, many of whom share a dislike for forest plantations;</p> <p>to discuss what other MGs do and their experience in the forests work;</p> <p>to do all that was expected of the MGI and to agree on 2-3 achievables.</p>	<p>Communications and outreach are key</p> <p>Each member may have own focus and priorities, but almost everyone defends land tenure rights.</p> <p>Works in partnership with others e.g. Global Forest Coalition, using holistic approaches</p> <p><u>Challenges:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Problems in cross-sectoral cooperation • Full financial support not yet secured for the workplan (need more support for local and national and international work) • Exclusion from some activities due to conditions for participation 	

		<ul style="list-style-type: none"> • Larger investments mostly go to industrial forestry, where land tenure and conversion problems often arise. • There appear to be more restrictions and less space for civil society action • Local governments are weak in terms of capabilities and financial resources; NGOs often have to support and guide them technically, recognizing that it is important to work with them to achieve long-term changes. <p><u>Desires:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Online information sharing, webinars, cooperation with other organizations, joint campaigns and actions 	
Workers and Trade Unions	<p>To get the experience of others on how to be more successful;</p> <p>to learn from other MGs on contribution of women – this MG has members who are only 5% or less women. Other attributes of the membership being that forestry activities are 75% informal and the work is very dangerous.</p>	Increase space for women in trade unions now too heavily male-dominated.	
Scientific and Technological Community⁵	<p>To inform that they can partner with other MGs and offer and disseminate information and knowledge based on research;</p> <p>share with other MGs strategies for</p>	<p>Main <u>achievements</u> include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revitalising FORNESSA • Documentation of indigenous forest-related knowledge progressed • NGARA enterprises in dryland forestry/tree value chains • Market information engagement • Databases on forest landscape restoration best practices 	

⁵ See immediately below this table the progress report on this Major Group's implementation of its workplan.

	<p>inclusive forest management;</p> <p>and learn from other MGs that could be the basis to propose concrete input to the UNFF 4POW for practical action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A start of building capacities via forestry/farmers associations <p><u>Desires:</u></p> <p>Greater engagement of local governments</p> <p>Exchange visits among MGs and communities</p>	
Women		<p><u>Achievements:</u></p> <p>Slow implementation of existing UNFF workplan by the MG</p> <p>Some progress on gender-disaggregated data (Brazil); successful advocacy for revised community forestry law (Liberia); scoping women's' role in Forestry (Togo); engagement in forest restoration (Cameroun, Togo, Coted'Ivoire); capacity building to increase engagement in decision-making.</p> <p><u>Plans/Desires:</u></p> <p>Increased capacity for mainstream women role in GFGs</p> <p>Support greater market access</p> <p>Increased work on gender-segregated data</p>	<p>On financing, general need is for grants rather than loans.</p>
Children and Youth		<p><u>Achievements</u>, many using in-kind capacities rather than awaiting funding:</p> <p>School events</p> <p>Media outreach including online training and webinars</p> <p>Comics</p> <p>Presence at key for a e.g. global landscape forum</p> <p>Active participation on global International Day of Forests</p> <p><u>Plans:</u></p> <p>More webinars in series</p>	

(b) *Bullet-point notes on each MGs observations on their MGI expectations and their experience* [for convenience, elements from discussion in the meeting have been included]

Major Group	Notes on their experience
Farmers and small landowners	<p><u>Aim:</u> Working with Farmer Groups to strengthen their voices especially on issues such as markets</p> <p><u>Expectations from Nairobi MGI:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Clear understanding on this year's topic – in order to have a positive impact ● Learn and share with other MGs - wish to share from past experience, diverse backgrounds ● We need to understand the role of Indigenous peoples (IPs) and local communities in the MGI ● Desire inclusive participation of stakeholders in the forum <p><u>Observations on reality:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Farmers, indigenous peoples, and local communities are doing a lot of effort in managing biodiversity. However, some activities (e.g. monocultures, infrastructural development) are adversely interfering with biodiversity ● Poverty levels at local level is a driver of biodiversity loss in a specific area. ● Conserving biodiversity produce genetic diversity thus resulting increased forest productivity. <p><u>How to improve:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Creating networks of community forests user groups, family foresters ● Making strategies on 3 levels, <ul style="list-style-type: none"> ○ International - advocating more on CC, G3, IFFA, Global alliance of community forests - working more on advocacy and in policy forums - on issues relating to the rights of local people and IP ○ Country level - strengthen organization (a) Strengthening capacities of user groups on commercialization of products, (b) Mainstreaming gender policies ● Had a plan to have a global family forest, community forest, indigenous peoples groups come together to work on how they can come together to work on GFGs and local goals ● In the African context, working with farmers group, strengthening their voices on access to markets. ● In Nepal, there is a platform, national and local government, private, CF actors gathered and discuss family forest. Also, gender issues ● What is being done with regards to competition? Ensuring quality and standards; Ensuring sustainable harvesting; and Promoting fruit trees for diversifying income. <p><u>Appeals to other stakeholders:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● We call upon the member states to recognize the traditional knowledge that exists at the local level to protect and manage biodiversity. ● We ask the UN states to increase more resources to achieve poverty reduction as this directly relates to poverty and biodiversity

<p>Indigenous Peoples (IPs) and local communities</p>	<p>They have developed a Strategic Plan, under which they have done:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Awareness creation and information sharing and enhance communication among IPs on forest issues with a focus on the objectives of UNSPF and Agenda 2030 • Continue developing membership and mapping out the Indigenous Organizations and network working on forests • Promoting mutual accountability for commitments made and statements of intent in the UNSPF and Agenda 2030 • Strengthening and building IPs capacities on advocacy and resource mobilization for effective action. <p><u>Situation:</u> Many IPs have been involved in Management of forests at the local levels and some of them at the national levels though the different laws on land and forest have not been very clear on their role in the management. They too have developed a Strategic Plan. The work plan developed is being reviewed collectively to ensure effective participation and involvement at all levels..</p> <ul style="list-style-type: none"> • The focal point stepped down and the new focal point is being nominated • Established work plan for 2019-2020, other groups in the central Africa made 2018-2022 plan <p><u>Facts:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Approximately 350 million IPs are living in the forests • Indigenous knowledge plays a critical role in sustainable managing forest and biodiversity <p>Statements</p> <ul style="list-style-type: none"> • Our ancestral beliefs, culture, and livelihoods are depending on forests and biodiversity • Indigenous Peoples (IPs) and local communities (IPLCS) conserve forest and biodiversity for future generations and the world at large <p><u>Challenges:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • So far challenges have been lack of financial support to implement fully the work plan. There have been many others such as: lack of consensus; inadequate/lack community involvement/ participation/representation; lack of clear land tenure laws that many at times cause insecurity and conflict among communities; lack of access to resources (including to water) and inclusiveness in benefit sharing of resources; lack of extension for services to assists communities; disconnection between policies and implementation; lack of cooperation from youth and other actors for data collection; limited enforcement of minimum wage in the extractive industry. • However despite the challenges the MGs has kept active by putting in some intervention that to have and will continue to ensure: <ul style="list-style-type: none"> ○ Awareness creation and information sharing and enhance communication among IPs on forest issues with a focus on the objectives of UNSPF and Agenda 2030 ○ Continue developing membership and mapping out the Indigenous Organizations and network working on forests ○ Promoting mutual accountability for commitments made and statements of intent in the UNSPF and Agenda 2030
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Strengthening and building IPs capacities on advocacy and resource mobilization for effective action <p><u>Best practices/opportunities:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Strengthening voice of Indigenous Peoples and Local Communities (IPLCs) ● Strengthening law literacy ● Awareness creation ● Knowledge of forest conservation ● Best Practices/opportunities ● Political power ● Conduct Outreach ● Conduct advocacy meetings with decision makers ● Stakeholders collaboration ● Carry out media engagements ● Experience sharing ● Conduct field visits ● Carried out outreach activities and advocacy groups ● Social media involvement ● Availability of financial investment for planting ● Networking ● Experience sharing ● Capacity development ● Social media connection ● Social audits are conducted at disbursed production facilities ● Technical teaching/learning ● CSO conducted advocacy for the adaptation of the international framework <p><u>Expectations from Nairobi MGI:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Contribute - local/indigenous knowledge regarding forest management ● Learn -How the process works and how the IPs can contribute to these? ● Expect - Policies are in place, but hardly implemented in the ground level effectively.
Non-Governmental Organizations	<p><u>Views:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Since forests are ecosystems, biodiversity can only be protected in natural forests - forests (in-situ biodiversity conservation or ecosystem-based approach should be prioritized) ● Forest biodiversity is crucial for food sovereignty and people's health; therefore, governments should uphold customary land tenure rights. ● Majority of the NGOs agree that plantations are not forests <p><u>Expectations from Nairobi MGI:</u></p>

- Learn - what other major groups do and how can we collaborate? [one comment was to suggest that the MGs issue periodic joint reports which could encourage team thinking]
- Learn the success stories and lessons from other MGs as well as from other NGOs engaged in forest sustainable management, conservation and restoration
- Accomplish everything that was planned for this MGI
- Develop a workplan for the MG to focus on the activities

Situation:

- Members work with different emphasis of the development challenges at different levels - local, regional, international, and in diverse areas linked to SDGs and GFGs.
- Workplan was designed with a complementary and collaborative approach towards the actions that the other MGs proposed in their umbrella Work Plan. Priority areas: communication and outreach, capacity building, raising awareness, policy and legislation advocacy, oversight, and networking, and land use and tenure security

Approach to work:

- Work jointly with all stakeholders
- Working with a holistic approach
- Promoting and developing cross sectorial work and stewardship
- Developing efforts at local, national, regional and international levels
- Working towards compliance with the SDGs and GFGs
- Working to raise awareness and empowerment
- Networking
- Supporting and working with Indigenous Peoples, Peasants and Women and in alliance with other organisations
- Participating in COPS and SBSTASs of CBD and UNFCCC
- Citizen science to engage citizens for ecosystem studies and conservation.

Examples of NGOs actions:

- Global Forest Coalition (GFC) carries out awareness on Forests and Climate Change, protection of boreal forests, forest education.
- Through Climate Land Ambition and Rights Alliance (CLARA): taking lead on IPCC land report
- Greenpeace creates awareness on fighting forest fires; protection on boreal forest.
- La VíaCampesina focuses on unsustainable agriculture and food sovereignty.
- Canadian Parks and Wilderness Society-Ottawa Valley Chapter (CPAWS-OV) focuses on preservation remained untouched forest landscapes and steward engagement for forest sustainable management.
- Coordinadora Ecuatoriana de Organizaciones para la Defensa del Medio Ambiente y la Naturaleza (CEDENMA) and its members create awareness and carry out projects about forests and SDGs in different areas.
 - EcoCiencia, Pachamama, Altropico Foundations in cooperation with Indigenous Peoples organizations and other partners at regional level: recollection and analysis of information on matters like risk of forest loss, land planning, forest governance;

	<p>strengthen Indigenous Peoples capacity to protect their territories; conduct research and implementing alternatives to mitigate climate change; sustainable economic endeavours; forest and biodiversity management.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Corporación de Gestión y Derecho Ambiental (ECOLEX) coordinates actions with other global networks; e.g. access to land, with International Land Coalition (ULC); championing right to a healthy environment with Interamerican Association for Environmental Defence (AIDA). ● CEDENMA work on advocacy, trainings, organizing discussion forums and coordination with other institutions like the National Platform for Climate Justice. <p><u>Regional variation:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● EU NGOs focus on tree plantations ● Importance to cooperate with local government who jurisdictionally operate conservation in the area, they should be here ● Canada: the situation of NGOs is a bit different. Environmental NGO work with local steward, Indigenous Peoples, local farmers and business. NGOs initiated work to increase terrestrial protected areas up to 17% in according with Aichi Biodiversity Targets. The Government supported this idea and even increased the conservation goal up to 25%. Policy to engage owners of land supporting sustainable land use initiatives and conservation (land management trusts, conservation authorities, stewardship programs, etc.). ● Central Asia and the Caucasus: diversity of issues and approaches, but general tasks to increase forest areas due to low coverage. NGOs have been engaged in advocacy and public awareness campaigns, as well as in practical forest recovery projects, working with scientists and forester-practitioners. <p><u>Observations on hindrances:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Insufficient sources of financing is an obstacle to effectively implement work plans ● Conditions of participation and collaboration in international space are difficult - thus produces exclusion effect ● Global challenges like climate Change and biodiversity and forest loss; international commitments such as targets to stop deforestation, Ecosystem Restoration Decade demand more efforts, capabilities and resources - thus NGOs participate in regional programs and projects, in platforms and coalitions at different levels ● MGNGOs invite the other MGs to support the Workplan implementation under this added value. ● Civil society space is decreasing, that is felt by the MGs - the focus should also be on ways to navigate approaches and operations in this shrinking space ● Local governments are often weak, lacking resources, so how do we put this opportunity to UNFF15, how to work with them, how to use international networks to address this issue? ● Lack of understanding on civil society by trade organizations ● Lack of NGO capacity for knowledge sharing. ● Need optimization and better networking capacity for efficient collaboration
Workers and Trade Unions	<p><u>Scope of engagement:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Working with other UN agencies, ILO, forest certification schemes ● Ensure human rights, ban child labour

- Engage with everybody to ensure that people who work in the forest have a decent and healthy workplace

Questions:

- How do they mainstream women in the trade unions?
 - In the wood working, construction spaces, women do not play a role (exception of some countries in Global south)
 - Made a statutory demand that in every gathering that they have, there is 30% women representation; 1/3rd of the leadership be women
 - Every year they organize an event - highlight women issues, 10-12 June in Madrid
- Working with other UN agencies, ILO, forest certification schemes
- Ensure human rights, ban child labour
- Engage with everybody to ensure that people who work in the forest have a decent and healthy workplace
- How do they mainstream women in the trade unions?
 - In the wood working, construction spaces, women do not play a role (exception of some countries in Global south)
 - Made a statutory demand that in every gathering that they have, there is 30% women representation; 1/3rd of the leadership be women
 - Every year they organize an event - highlight women issues, 10-12 June in Madrid

Noted that most forest work is informal and therefore illegal. The MG wants to organize workers. Also the CSO space is shrinking. Laws are being changed.

- Workers in forests are hardly seen
- Work in the forest is the 2nd most dangerous in the world, behind active soldiers
- Global North- less than 5 percent of the workforce are women
- We organize these workers, bring them to MGIs, bring expertise on decent conditions for work in forest
- Trade unions by nature bring different people/stakeholders together - what we would want to learn is to make it more successful -
- Expect - better mutual understanding - perhaps a common understanding on the issues to collaborate works - innovative, consolidated and united message for the member states in the UNFF15
- Informal work within the forestry sector isn't registered thus the data is absent
- Do you know that work in the forest is the second most dangerous occupation, after active soldiering. What does that mean for biodiversity?
- On average a worker in the forest earns 2/3rd of a work in factories. Is that the right kind of biodiversity?

To preserve the biodiversity in the forest, the workers need healthy and safe work with decent pay and education.

<p>Scientific and Technological Community⁶</p>	<p><u>Preoccupation:</u></p> <p>We are eroding the very foundations of our economies, livelihoods, food security, health and quality of life. (IPBES report, 2019). 25% of 4 million species face extinction within decades.</p> <p><u>Scope of engagement:</u></p> <p>As per workplan:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Generating information to build capacity for advocacy • Engaging in localization/domestication of international agreements • Promoting mutual accountability for commitments made and statements of intent in the UNSPF and Agenda 2030 • Strengthening MG's own capacities and resource base for effective action <p><u>Contributions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • we do research and gather information - disseminate this information to influence policy • Collaborate with other MGs to help them address their challenges <p><u>Expectations from Nairobi MGI:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Learn - challenges faced by other MGs - focus our research on those challenges to bring effective solutions to address said challenges • At the end of the meeting, we would have a clearly outlined collaborative approach and effective outline the role of MGSTC <p><u>Examples of tasks engaged in:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Advocate research, documentation and mainstreaming of Traditional Forest-Related Knowledge (TFRK), using ethically appropriate practices • Support and consolidate data • made website of all scientific organization can share and upload sustainable management information • Develop foundation promoting gender mainstreaming in MGs activities • Development of forest-based enterprises including analysis of markets and pricing • Develop educational programmes - not yet done - another entry point for MGCY? • Promote establishment of community-based forest enterprises associations • Land/tree tenure, tree-security • Restoration efforts in line with the Bonn challenge and AFR 100 to share knowledge and experience, highlight good practice of forest restoration, monitoring projects • Strengthening MGs own capacities and resource base for effective action • Mobilizing funding for the MGs with focus on organizing proposal writing clinic to support competitiveness to get funds for SFM: other MGs can contribute/benefit. It is for mid-career scientists so far, but may all the major groups can be taken, would like to invite all • Organize MG meetings [Q. What does your group do to tackle tenure issues?]
--	---

⁶ See immediately below this table the progress report on this Major Group's implementation of its workplan.

	<ul style="list-style-type: none"> • Developing scientific platform to UNFF (prepare policy and technical sessions) • Work with IUFRO and others to update the GFEP database. <p><u>Challenges:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Access to funds has been difficult – e.g. European Union has not delivered the funds they promised (MGI secretary). This year, the UN celebrates 75years – try to use the opportunity for fundraising • Capacity of advocacy, developing strategic plan • We miss presence of “MG Local Authorities” which we really should include the actor as they could be very important for our MGI theme. In 2015, there was a local authority interested in MGI but could not make it (Canada). • We work with people on the ground, IP, local authorities etc.
<p>Women</p>	<p><u>Self-perception:</u> Women are the main repository of indigenous knowledge on forest and biodiversity. Women’s knowledge on forests and biodiversity ensures intergenerational knowledge transfer. Opportunities to transfer this knowledge into economic development activities are often captured by men. Women’s knowledge on forests and biodiversity is a bridge towards recognition of their worth and central role in preserving the quality of life and addressing climate change.</p> <p><u>Expectations from Nairobi MGI:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribute - experiences from the initiatives • Learn - how to strengthen our capacities and increase areas of collaboration • Expect - share lessons learned, ideas, expect to come up with concrete input for UNFF15 and 4POW <p><u>Scope of engagement:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • UNFF14 came out with a consolidated Work Plan and identified 7 Priority Areas; the MG Women has identified 7 priority areas which lead to 9 actions plans that would be worked on through the decade. In line with the consolidated work plan, the Women Major Group (WMG) developed their specific work plan with emphasis on gender mainstreaming, information sharing and support to women entrepreneurship and leadership capacities and forest-related field-based initiatives. WMG work plan focuses on GFG 1, 2, 4, 5 and 6. • The main objective is to mainstream gender in Global Forest Goals (GFG) implementation considering SDG5 and to empower women to help in the implementation of UNSPF. This will involve (a) Mainstreaming gender and empower women in the Global Forest Goals (GFG); (b) Strengthening weak women’s networks at national, regional and global levels; Correcting weak recognition and collaboration between women organizations - strengthen collaboration between all men organisations and women organisations and other stakeholders e.g. governments, private sector, etc. <p><u>Views on how to improve effectiveness:</u></p> <p>The WMG observed that promotion of UNSPF and GFGs requires:</p> <ul style="list-style-type: none"> • improvement of communication to larger audiences • offering of capacity building opportunities • implementation of UNSPF through Women’s organization • Creation of safe spaces to discuss gender <p><u>Challenges:</u></p>

- Many challenges, including:
 - Weak women networks at national, regional and global levels
 - Weak recognition and collaboration between women organizations and other stakeholders e.g. governments, private sector, etc.
 - But regarding funding, since UNSPF is a non-binding agreement, no party has any obligation to provide financial resources.

Activities - worldwide:

Under GFG 1: WMG is collecting gender disaggregated data on women and men presence and roles in SFM

- Actions are concentrated on this goal:
 - Started collecting and organizing gender disaggregated data on women and presence and role on SFM, women in forest industry, women and their relation with land tenure and access and rights
 - Promote capacity building opportunities around gender equality in the forestry sector

Under GFG 2

- WMG is collecting gender disaggregated data on women and men presence and roles in SFM, Women Land tenure security, access and rights
 - Started collecting and organizing gender disaggregated data on women and presence and role on SFM, women in forest industry, women and their relation with land tenure and access and rights
 - Promote capacity building opportunities around gender equality in the forestry sector aiming to increase women entrepreneurship and leadership
 - Initiative advocacy to accelerated establishment of secure land and forest tenure
 - Advocacy campaigns
 - Develop information sharing mechanism

Under GFG 3: - Not presented

Under GFG 4

- Collect and/or organize gender disaggregated data on: women presence and role on sustainable forest management (SFM); women in forest industry; women and their relation with land tenure, access and rights.
- Engage with UNFF Secretariat to fundraise for the implementation of WMGWP

Under GFG 5

- Undertake education campaigns, provide information on tenure, access, control and rights
- Collect and organize data in order to have a baseline for resources allocated to gender equality
- Facilitate and set up networks on gender equality in the forest sector and to help engage in UNSPF implementation

Under GFG 6

- Gather Data on Gender equality elements in national forest programs and policies

- Gather data on gender equality related to indicators in standards of certification systems to share with UNFF
- Engage with UN women in order to understand the possibilities of developing collective work and strong and effective networks.

Some results:

- **Brazil:** Forest Women network collected some gender disaggregated data on women and men presence and roles in SFM; a webinar was organised to address gender equality
- **Liberia:** Through Women advocacy, Liberia has reviewed community forest law on women participation
- **Togo:** REFACOF conducted a scoping study on women forest sector and found women control 97% of wood related activities such as charcoal, wood fuel, and NTFP processing and marketing.
- **Cameroon, Cote d' Ivoire and Togo:** Women engage in forest restoration activities. 600 ha of degraded forest land restored.
- **Nepal:** Women capacity building to access forest-based decision making

Future Actions:

- Build the capacity of women and other stakeholders to mainstream gender
- Support women entrepreneurship and leadership capacities to improve access to markets with high quality products
- Collect and / or organize gender disaggregated data on
 - women presence, role and contribution towards SFM
 - Forest restoration and Climate Change concerns
 - Women and forest industry
 - Use this data to promote women's land tenure, access and rights.

Main opportunities:

- Promote the UNSPF and GFGs
 - Improve communication to larger audience,
 - Support the implementation of the UNSPF by members, observers, mgs and other stakeholders
- Creation of safe spaces to discuss gender equality in the forest sector in different governance level

Main challenges:

- Weak women networks at national, regional and global levels
- Since UNSPF is a non-binding agreement and there are other instruments in place, government and other stakeholders may not prioritize the implementation and not monitor progress properly
- Lack of financial resources
- Weak recognition and collaboration between women organizations and other stakeholders
- Discrimination in the workplace.

<p>MG Children and Youth</p>	<p><u>Beliefs and aspirations:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Forests are essential for maintaining the world’s social and natural carrying capacity that we must secure to ensure our future. • We want our children to still see and experience the beauty of natural forests. <p><u>Earlier work done:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • EGM on SDG15 in preparation for HLPF 2018 – key note on how youth can accelerate the mainstreaming of the importance of SDG15 • Workshop during HLPF 2018 on how SDG15 should be at the core of sustainability efforts given its cross-cutting nature. • Co-conducted the art project: ‘The Point’ during Climate Week 2018 in NYC • Webinar series leading up to the UNFF14: online training in April 2019 (Global Challenges, Global Solutions: International Forest Policy) • IDF 2019 World café sessions to bring people together and exchange information • Creation of opportunities for young people to attend regional and international conferences • Online webinars • Landscape leadership youth workshop in the lead up to GLF 2018 • Global IDF World Café sessions - youth partnered with established organizations and thought leaders • Preparation and Implementation of IDF webinar on Forest and Biodiversity <p><u>Experiences from earlier work and perceived benefits:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Global youth engagement through various platforms giving them unique exposure and opportunity to get involved and learn about forest policy • Capacity development of young people to engage in policy processes through direct participation in events and efforts made prior to events to inform and educate young people, i.e. webinars, workshops • Use of social media is very effective, informing youth of what is happening in these meetings and conferences. • Social media activity by youth increases virtual engagement. • Networking opportunities during these events are essential for young professionals. • Youth inclusion during international conferences and events demonstrate an important platform to learn from experts and people who have worked in their respective fields for decades. • Youth engagement facilitates to voice our opinions and be heard! - We are an equal stakeholder. <p><u>Situation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Have a work plan 2018-2020 • Part of The Point NYC Climate Week • Made a mural to make the international community understand implications of Climate Change • Conducted media outreaches, i.e. IDF social media campaign
-------------------------------------	--

- Conducted IDF 2020 webinar on forest and biodiversity
- Opportunities:
 - Time/capacities
 - Effective use of resources - there is still more that can be done with little to no resources
 - Build own capacity alongside/in cooperation with other MGs

Obstacles to implementation of the Work Plan:

In the group session of MGCY reference was made to best practice of cross-sectoral collaborations & challenges faced, as follows:

- Incorporation of our inputs;
- Being taken seriously - feels unappreciated
- Mobilization - geographical difficulties
- Consistency in participation
- Insufficient finances.
- Participation in international spaces difficult
- Global Challenges such as Climate Change, Increased Forest Loss, Failure by States to implement International Commitments to targets, i.e. stopping deforestation, Decade of Ecosystem Restoration

Future Actions:

- **Skills based Webinars for Future Environmental Change Managers**
 - Workshop facilitation
 - Negotiation skills
 - Change Management
 - Proposal writing for project funding
 - Design thinking
- **Webinar series on UN Decade on Ecosystem Restoration**
 - Kick-off webinar: Hopes and challenges of the landscape approach for restoration activities - perspectives from science, policy and practice
 - This will be the first webinar of the series and aims to elaborate on intention, hopes and challenge of restoration activities. The decade promotes integrated approaches to achieve restoration. In this regard, a central focus of this introductory webinar lies on how the landscape approach can be applied to different restoration activities. Associated challenges and potentials will be elaborated based on the presentation of practical cases of landscape restoration from Africa, Asia and Latin America. Speakers from business, science and policy will be invited to elaborate on their respective perspectives.
- **Webinar Series: Towards Forest Policy Literacy**
 - Webinar 1: European Commission (DG Environment) - Introduction into VPA-FLEGT and legislative developments around “Embodied Deforestation” within the European Commission

	<ul style="list-style-type: none">○ Further Webinars are in preparation● Webinar for Restore 4 Climate Youth Forum, happening alongside GLF Bonn, June 3-5th 2020 on Food and Livelihoods○ Webinar topic: Restoration of forest landscapes and its mitigation impacts on climate change
--	--

Annex 4: MGs and the Quadrennial Programme of Work of the UN Forum on Forests (4POW) for the Period 2021-2024

The notes below cover all that was discussed at the Geneva Expert Meeting. Apart from the 4POW, this includes the Global Forests Financing Facilitative Network (GFFFN) - which is part of the UNFFS - and the next International Day of the Forest (theme: Forests and Biodiversity).

(a) Notes from Expert Group Meeting on the Quadrennial Programme of Work of the UN Forum on Forests (4POW) for the Period 2021-2024 (Geneva 14-15 November 2019)

1. UNFF Expert Group Meeting on 4POW: 2021-2024

Andrei Laletin made a presentation on the 14-15 November 2019 meeting held at the UN Office in Geneva to discuss and make proposals on results of a survey on the 4POW 2021-2024 for consideration by UNFF15. In accordance with the 4POW of UNFF for the period 2017-2020, the fifteen session of UNFF to be held from 4-8 May 2020 in New York will adopt the 4POW of the UNFF for the period 2021-2024. To provide a background for informed discussion the UNFF secretariat organized the Geneva Expert meeting. Objectives of the EGM included to: review and discuss the results of the survey on the 4POW and, based on this review, make a proposal on the 4POW 2021-2024. Discuss possible draft elements for the 4POW 2021-2024 and finalise a proposal for it.

The experts acknowledged that the 4POWs are to reflect the forum's contribution to the GFGs and targets and that the QPOW for 2021-2024 which should further enhance the forum's work in support of the UNSPF 2030 and the GFGs and its associated targets. Specific recommendations for the 2021-2024 4POW included:

- highlight **linkages between GFGs & SDGs** and Climate change - forest linkage
- provide **flexibility in identifying specific future tasks as needed.**
- reflect a **cross-sectoral approach**
- address **science-policy interface** and **emerging issues** in the context of the Forum's technical discussion
- incorporate a **gender perspective** and encourage **private sector involvement**
- highlight **specific GFG targets or sub-themes** based on the SDGs under review by the HLPF
- reflect that technical session outputs inform/feed into next policy session

Quantity and quality of forests was not addressed at the meeting but principles were set up to guide voluntary nation contributions so no fixed quantity was highlighted.

2. The Expert group meeting on Global Forests Financing Facilitative Network (GFFFN)

Joe Cobbinah made a presentation on the meeting that took place on 12-13 Nov, 2019 at the UN office in Geneva, Switzerland. It was organized in recognition that financing remains a major challenge to achieving SFM; 80 experts from CFP, Member states, regional organization, MGs attended the discussion on the UNFF GFFFN. This mechanism helps member countries to design funding strategies, mobilise funds, build capacities to enable them achieve GFGs. Objectives and outcomes were to inform experts of progress in the development of the GFFFN and to collect feedback. There were subjects of widespread interest such as the database on funding opportunities for SFM and a proposed Clearinghouse (CH) for financing information.

According to the report of the expert meeting, the GFFFN will facilitate fund mobilisation for sustainable forest management, become the main vehicle for fund mobilisation (for countries that need its support), develop strategies for mobilisation of funds, and initiate an online clearing house for GFFFN (supported in Phase 2 by a database on financial flows and additional searching capacities). In brief, the CH will identify funding opportunities, provide learning resources, and exchange information. It will be an online platform with basic search functions to have under Phase 2 a database and financial support. The database on funding opportunities for SFM will, when established, will alongside information and learning materials for accessing resources use a UNITE WEB.

Participating experts provided feedback on all aspects presented including suggestions that: there be collaboration with the CPF and information providers, that the CPF be more proactive in the development of the CH platform, that the database on funding sources include information on sources including private. There was specific mention of the need for the GFFFN to give support also to MGs.

3. Developing a MG International Day of Forests action plan

Fredrick Buchholz made a presentation on the next IDF under the theme “Forest and Biodiversity”. Overview of the UNFF15 programme; the need for MGs to represent the civil society voice on forests; and importance of better communication. It is expected that Germany, Canada, Sweden, Netherlands, Ghana, Brazil might join to the side event. Overview of the UNFF15 programme; the need for MGs to represent the civil society voice on forests; and importance of better communication. It is expected that Germany, Canada, Sweden, Netherlands, Ghana, Brazil might join to the side event. He invited each Major Group to provide 2 informative facts on Forest Biodiversity and 2 statements on “why forest and biodiversity is relevant to my constituency”.

(b) Highlights of individual MG emphasis in their contribution to the 2021-2024 4POW of the UNFF

At the Nairobi MGI, each group working separately listed at relatively short notice a list of its MG contribution to practical implementation of GFGs and UNSPF - with emphasis on inclusive forest landscapes restoration. Tabulated summaries are below and are produced here to serve as reminder for each MG as it prepares its workplan for the 2021-2024 period. Clearly each MG will need to build such proposals upon the existing workplans ending 2020 from which some elements will need to be carried forward.

(i) Children and Youth MG contribution to practical implementation of GFGs and UNSPF- with emphasis on inclusive forest landscapes restoration

Problems	Action	Vision	Needs	Comments
No continuous youth representative in the UNFFS	Reaching out to MS, promoting advantages of such a position	Youth representation in all essential processes related to the UNFF	Advocacy by other MGs of the important role of MGCY	Enhancing intergenerational justice and institutionalizing additional capacity
Disconnection between MGCY activities and UN Decade on Ecosystem Restoration	Approaching relevant actors of the UN Decade on Ecosystem Restoration; Establishing an MGCY position towards the UN Decade on Ecosystem Restoration	Collaborate with UN Decade on Ecosystem Restoration and contribute forest-related perspectives	Willingness for cooperation from other actors in the field of environmental youth policy	
No awareness about cooperation potential between MGCY and UN Decade on Ecosystem Restoration	Identify synergies and activities for collaborative project implementation as best-practice examples	Joint activity implementation within the UN Decade on Ecosystem Restoration	Seed-Fund	

(ii) Science and Technology MG contribution to practical implementation of GFGs and UNSPF - with emphasis on inclusive forest landscapes restoration

Problems	Action	Vision	Needs	Comments
Inadequate capacity among MGs in the implementation of activities and projects	Strengthen capacity of MGs in fundraising, information management, project implementation, monitoring and reporting	Improve the capacity to implement its plan activities effectively	Inclusive collaboration among MGs; Resource mobilisation to facilitate capacity/skil enhancement	Women MG greatly feel the need for scientific data ; Specific capacity needs assessment of different MG groups to ensure tailored capacity enhancement.
Lack of adequate scientific data to achieve objectives of the UN Decade of Ecosystem restoration(ER)	Provide science based information of ER Contributing to the UN decade of ER Facilitate documentation of knowledge	To support the achievement of the pledges made with respect to the UN decade of ER	Inclusive collaboration among stakeholders; Mobilisation of of technical, management and financial resources Play advocacy role in getting policy makers to mainstream ER into their development plans	Mobilisation, documentation and sharing of best practices of ER
Erosion of Traditional Forest Related knowledge (TFRK) systems	To use ethically appropriate practices to document and mainstream TFRK into scientific knowledge systems	To protect TFRK for the benefit of holders and society at large.	Inclusive collaboration between scientists and holders of TFRK to mobilize resources MG: WT, Women, IP	Work with IUFRO Task Force on TFRK. Women MGs, IPLC, Local Governments and central governments

(iii) Women MG contribution to practical implementation of GFGs and UNSPF - with emphasis on inclusive forest landscapes restoration

Problems	Action	Vision	Needs	Comments
Complete disregard of women's knowledge and rights (intellectual)				MGCY has close links with IFSA which has extensive networks, women in forestry networks and MGCY wholeheartedly welcomes this

				collaboration
				MG NGOs is very enthusiastic to cooperate with FLR
				WMG has strongly gone for restoration as their central focus. It would be beneficial to think beyond restoration.

But see also Women's Group achievements combined with ambitions applicable to the 4POW for 2021 -2024.

(iv) NGOs contribution to practical implementation of GFGs and UNSPF - with emphasis on inclusive forest landscapes restoration

Problems	Action	Vision	Needs	Comments
Monoculture tree plantations are considered as forests	-Input comments to the of UN Strategy for Ecosystem Restoration until April 30; request all MGs and NGOs contribute to the input -build partnerships -influence FAO definition	The UN decade on Ecosystem restoration states that changing forest ecosystems to plantations is not restoration	Mobilize networks and partners; create awareness; build partnership; approach those organizations that will give financial support for this program. Input from MG S&T, MG IP, MG Women, MGCY to spread widely	Awareness raising is needed , because there are still people that do not regard it as a problem Mixed species plantation can be an option to solve local needs if they are planned in cooperation with local communities, farmers and business owners.
Bioenergy is considered climate neutral (green energy) and is getting subsidies when burned in power plants	Raising awareness through SNS and conventional media, support people who are against such practices	Timber and other forest products are not used as industrial feedstock for power plants	Cooperate with MG Trade Unions, MG S&T, MG IPs, MGCY, Creating awareness amongst governments that bioenergy is not climate neutral	Co-firing wood in coal power plants is no solution as CO2 emissions increase. Climate goals can only be reached in due time if the carbon sink in forest ecosystems is increased.
In some places, various local communities, Indigenous Peoples,	Support identification of land tenure problems.	Land tenure rights are recognized. Forest owners	Establishing partnership with growers, increased collaboration with	Securing land tenure rights must be at the heart of forest ecosystem

women still face problems over land tenure, as their rights have not been recognized.	Facilitate capacity building and promote advocacy. Share best practices and lessons learned.	manage them, using traditional knowledge and evidence-based approach.	women, farmers, IPs and other stakeholders. Facilitate collaboration with governments in this issue. Creating awareness among all stakeholders, knowledge sharing on land tenure rights.	restoration. Sharing experience of local management programs in forests.
---	---	---	--	---

(v) Indigenous Peoples and Local Communities contribution to practical implementation of GFGs and UNSPF- with emphasis on inclusive forest landscapes restoration

Problems	Action	Vision	Needs	Comments
No engagement or translation of the UNSPF down to the IPs	Advocacy of land tenure, access to the decision making Approach to the government to support registration	Inclusivity, recognition of IP rights, sustainable management of landscapes	Collaborating with NGO, women, government	MG Women: we include IP women; we have the same target group.
Inadequate information in support for advocacy	Advocating for research and document traditional knowledge	A well documented data on traditional knowledge and other associated knowledge	Collaboration of NGO and academic to develop and share experience	
Lack of capacity of IP	Marked funding, information stakeholders for potential funding in relation to achieving UNFF/UNSPF	IP and local capacity development and resource mobilization	Collaboration and partnership with NGOs and donors	

(vi) Farmers and Small-forest Landowners contribution to practical implementation of GFGs and UNSPF- with emphasis on inclusive forest landscapes restoration

Problems	Action	Vision	Needs	Comments
Enhance capacity building of IPs	Going conference where those issues are discussed		Partnership among organization in university and development partners	MG: Business, Science technology, Women,

				NGO (because we are working on fairness, justice, and rights)
Securing forest land tenure right	Prepare common position power, mobilize political power, media	Secure forest land tenure, improving livelihood	Collaboration government, local government, university	
Localization of GFG and SDGs and other international policy and declaration on country and regional level	Develop the regional, country and local level plan of GFGs and SDGs	Contribute to GFGs and SDGs and other international declaration	UNFF secretariat, other UN system, other NGOs and CBOs	

(vii) Trade Unions and Workers contribution to practical implementation of GFGs and UNSPF - with emphasis on inclusive forest landscapes restoration

Problems	Action	Vision	Needs	Comments
	Organize workshop	workers changing their work style, interest in the global trends	Union leaders at the centre should be used to convene the workshops.	The major problems of afforestation programs is that they don't match species to the site, A need for scientific community to support this - UN SCT
Sensitization of union and members	Develop flyers on union issues, have public awareness campaigns	Campaigns	Working through the social networking medias	
Formalization of the activities of the informal sector of forestry	Community interaction, assist communities that have land access to seedlings	Have a massive afforestation within the communities, have social dialogues within the communities enhanced	CSOs and NGOs in collaboration with unions help in the plantation	

Annex 5: Towards A Common Understanding of Cross-Sectoral Collaboration for Inclusive Forest Landscapes

Presentation by Major Group for Children and Youth

REASONING BEHIND THIS YEARS CENTRAL TOPIC

- The achievement of inclusive forest landscapes through cross sectoral collaboration would allow us to achieve a number of GFG targets and SDGs.

WHY CROSS SECTORAL COLLABORATION?

MGs ARE AT THE CORE OF WHAT CHARACTERIZES GFG6

- THE MGI IS BUILDING ON THIS INHERENT CAPACITY AND ABILITY
- SYNERGIES AND OVERLAPS CAN BE IDENTIFIED IN MG WORKPLANS

ENTANGILING THE CONCEPT OF INCLUSIVE FOREST LANDSCAPES

- FORESTS ARE AN INTEGRAL PART OF LANDSCAPES
- HUMAN NEEDS HAVE AN IMPACT ON LANDSCAPES
- TO ENSURE PROTECTION AND THE SUSTAINABLE USE OF FORESTS WE MUST INTEGRATE HUMAN NEEDS AND CONSERVATION EFFORTS INTO LANDSCAPES

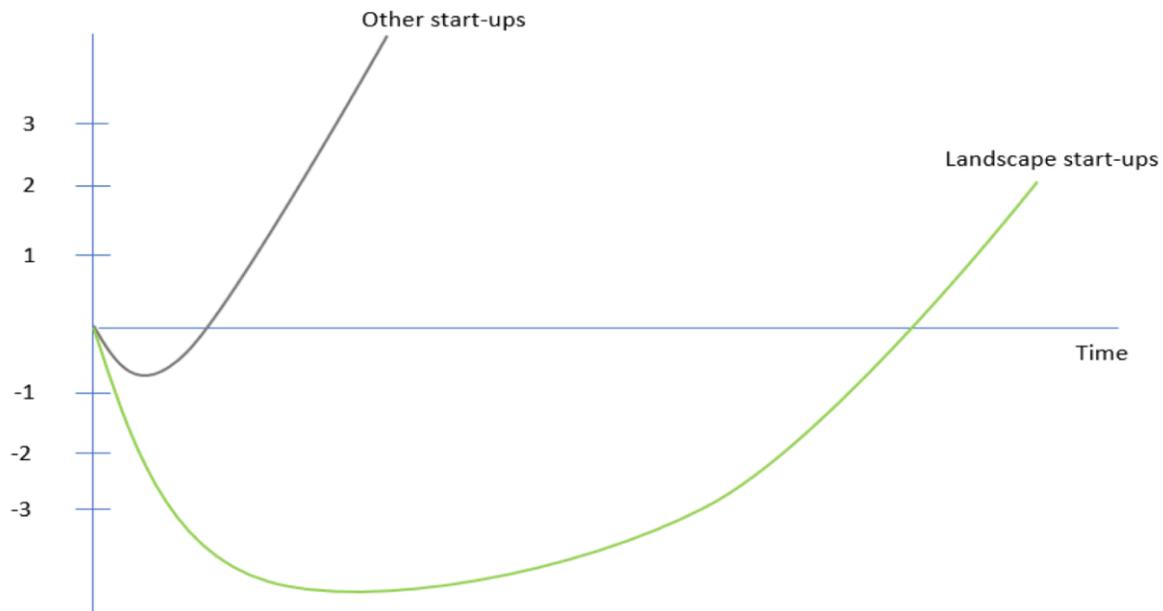
INCLUSIVE FOREST LANDSCAPES

- Idea of **enhancing human wellbeing** within the context of the **carrying capacity** of the earth, and to **shift the powers in favour of marginalized people, regions and sectors**, according to which resources are being distributed.
- Acknowledges marginalized and excluded stakeholders in development processes in order to tackle inequality and create an inclusive society.
- Inclusive systems can be understood as reconciling social, environmental and economic objectives simultaneously.

A LANDSCAPE APPROACH FOR INCLUSIVE FOREST LANDSCAPES

WHAT?

- Balancing Competing land use demands
- Considering human well-being and the environment
- Creating solutions that consider livelihoods, finance, rights, restoration and progress towards climate and development goals
- Shift from handling aspects in isolation towards cross-sectoral collaboration - WHY?
- Many different uses within a landscape and we need to balance these.
- Need to balance across forestry, across agriculture, water resource management, biodiversity conservation and the needs of people.

FINANCING INCLUSIVE FOREST LANDSCAPES

- High risk and unpredictability
 - High investments over a long period
 - No/few comparability to other existing projects
 - Often non-profit, making payment of loans difficult

Annex 6: Range of Perceptions by MG groups on importance of forests and on their roles and challenges in managing them

1. MGCY

- a. Forests are essential for maintaining social and natural carrying capacity that we must secure to ensure our future.
- b. We want our children to still see and experience the beauty of natural forests.

2. MG Workers and Trade Unions

Fact and statement

- a. Do you know that work in the forest is the second most dangerous occupation, after active soldiering. What does that mean for biodiversity?
- b. On average a worker in the forest earns 2/3rd of a work in factories. Is that the right kind of biodiversity?
- c. To preserve the biodiversity in the forest, the workers need healthy and safe work with decent pay and education.

3. MG Women

Fact

- a. Women are the main repository of indigenous knowledge on forest and biodiversity
- b. Opportunities to transfer this knowledge into economic development activities are often captured by men

Statement

- c. Women's knowledge on forests and biodiversity ensures intergenerational knowledge transfer
- d. Women's knowledge on forests and biodiversity is a bridge towards recognition of their worth and central role in preserving the quality of life and addressing climate change

4. MG Farmers and Small Landowners

- a. Farmers, indigenous peoples, and local communities are doing a lot of efforts in managing biodiversity. However, some activities (e.g. monocultures, infrastructural development) are adversely interfering with biodiversity
- b. Poverty levels at local setup is drivers of biodiversity loss in a specific area.
- c. We call upon the member states to recognize the traditional knowledge that exists at the local level to protect and manage biodiversity.
- d. Conserve biodiversity produce genetic diversity thus resulting increased forest productivity.
- e. We ask the UN states to add more resources to address poverty reduction programs as there is a directly relations to poverty and biodiversity

5. MG NGOs

- a. Since forests are ecosystems, the most efficient forestbiodiversity protection can only be done in natural forests.
- b. Forest biodiversity is acrucial for food sovereignty and people's health. Therefore, the governments should uphold customary land tenure rights.
- c. Using forests for bioenergy is not sustainable and climate neutral.

6. MG Indigenous Peoples

Facts

- a. Approximately 350 million IPs are living in the forests
- b. Indigenous knowledge plays a critical role in sustainable managing forest and biodiversity

Statements

- c. Our ancestral beliefs, culture, and livelihoods are depending on forests and biodiversity
- d. IPLCS conserve forest and biodiversity for future generation and world at large

7. MG science and technology

- a. 25% of 4 million species face extinction within the DECADES.
 - b. We are eroding the very foundations of our economies, livelihoods, food security, health and quality of life. (IPBES report, 2019)
-